

Observation Partenariale de la Conjoncture

Séance plénière

Réseaux des experts régionaux – 8 avril 2024

Cellule économique régionale de la construction



Résumé des tendances précédentes

Conjoncture au T3 2023, Provence-Alpes-Côte d'Azur

Contexte économique

- L'inflation ralentit.
- L'activité régionale est fébrile...
- ...avec des défaillances d'entreprises au plus haut.

Emploi et marché du travail

- L'emploi salarié progresse légèrement.
- Baisse des déclarations d'embauches et des retours à l'emploi.
- Le taux de chômage repart à la hausse...
- ... avec un nombre de demandeurs d'emploi de - de 25 ans en augmentation,
- ... et une durée d'inscription au chômage qui s'allonge (315 jours).

Situation sociale

- Baisse du nombre de bénéficiaires du RSA et de l'ASS.

Conjoncture des entreprises artisanales (enquête CMA)

- La majorité des artisans jugent leur niveau d'activité insuffisant, demande atone.
- L'inflation (énergie, matières premières) impacte la trésorerie des artisans.

Point de conjoncture

Bilan 2023 et perspectives



Contexte économique

Stéphane Lhermitte

Chef de service études et diffusion

Direction régionale de l'Insee
Provence-Alpes-Côte d'Azur

Éric Sella

Adjoint au directeur des affaires régionales

Direction régionale de la Banque de France
Provence-Alpes-Côte d'Azur



La reprise se fait attendre

Note de conjoncture



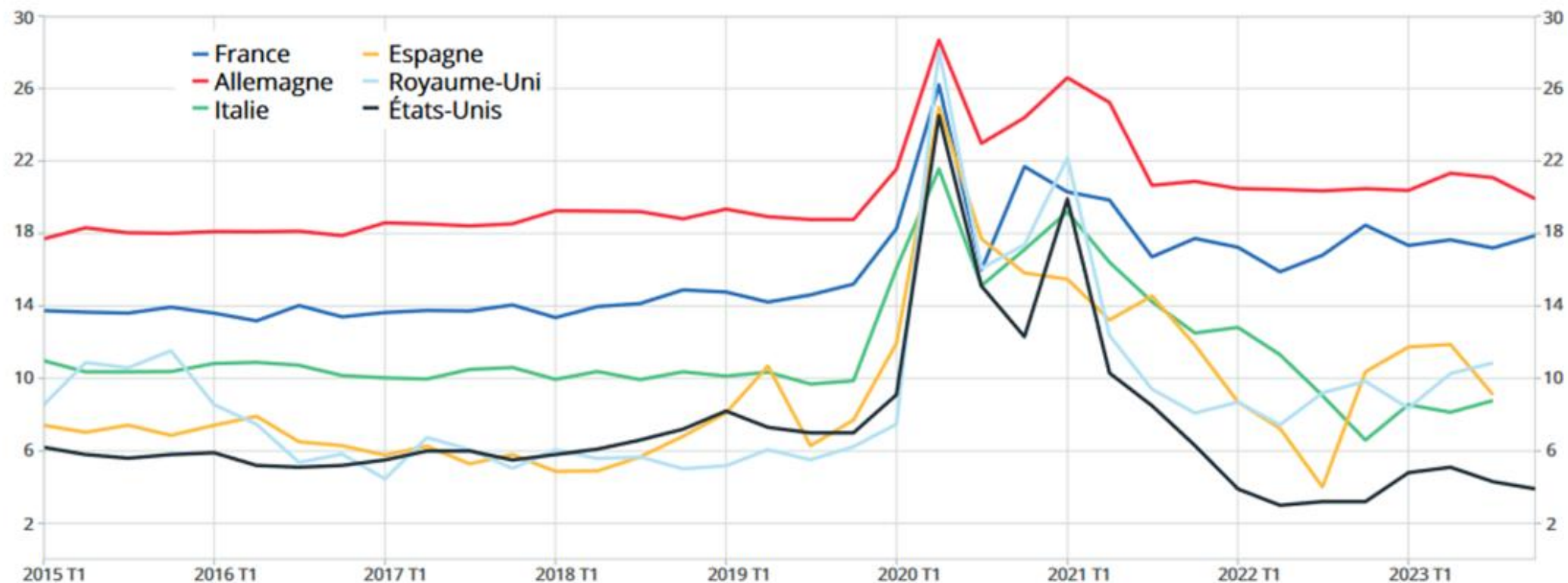
01

Contexte international

- Des économies mondiales qui évoluent en ordre dispersé :
 - Europe pénalisée par des prix de l'énergie élevés et le resserrement monétaire
 - USA bénéficie encore du fort soutien de la dépense publique
 - Chine : crise immobilière pèse sur la croissance (avec des effets positifs et négatifs sur l'économie FR)
- Le niveau des **taux d'intérêt** pèse sur l'investissement et la dépense à crédit
- Affaiblissement de l'inflation permettrait un redressement de la demande mondiale

► 1. Taux d'épargne en zone euro, au Royaume-Uni et aux États-Unis

(en %)



Dernier point : troisième trimestre 2023 pour l'Italie, l'Espagne et le Royaume-Uni ; quatrième trimestre 2023 pour la France, l'Allemagne et les États-Unis.

Lecture : en France, le taux d'épargne se situait à 17,9 % au quatrième trimestre 2023.

Source : Insee, Destatis, Istat, INE, ONS, BEA.

► 4. Croissance passée et prévue du PIB dans les principales économies

(en %)

	2022				2023				2024		2022	2023	2024 Acquis
	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4	T1	T2			
France	-0,1	0,3	0,6	0,0	0,0	0,6	0,0	0,1	0,0	0,3	2,5	0,9	0,5
Allemagne	1,0	-0,1	0,4	-0,4	0,1	0,0	0,0	-0,3	-0,1	0,2	1,9	-0,1	-0,2
Italie	0,1	1,4	0,3	0,0	0,5	-0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	4,1	1,0	0,5
Espagne	0,3	2,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,4	0,6	0,6	0,5	5,8	2,5	1,8
Royaume-Uni	0,5	0,1	-0,1	0,1	0,2	0,0	-0,1	-0,3	0,3	0,3	4,3	0,1	0,2
États-Unis	-0,5	-0,1	0,7	0,6	0,6	0,5	1,2	0,8	0,5	0,5	1,9	2,5	2,2
Chine	0,6	-2,1	4,0	0,6	2,1	0,6	1,5	1,0	1,1	1,1	3,0	5,2	3,6
Zone euro	0,6	0,8	0,5	0,0	0,0	0,1	-0,1	0,0	0,1	0,3	3,4	0,5	0,3

■ Prévisions.

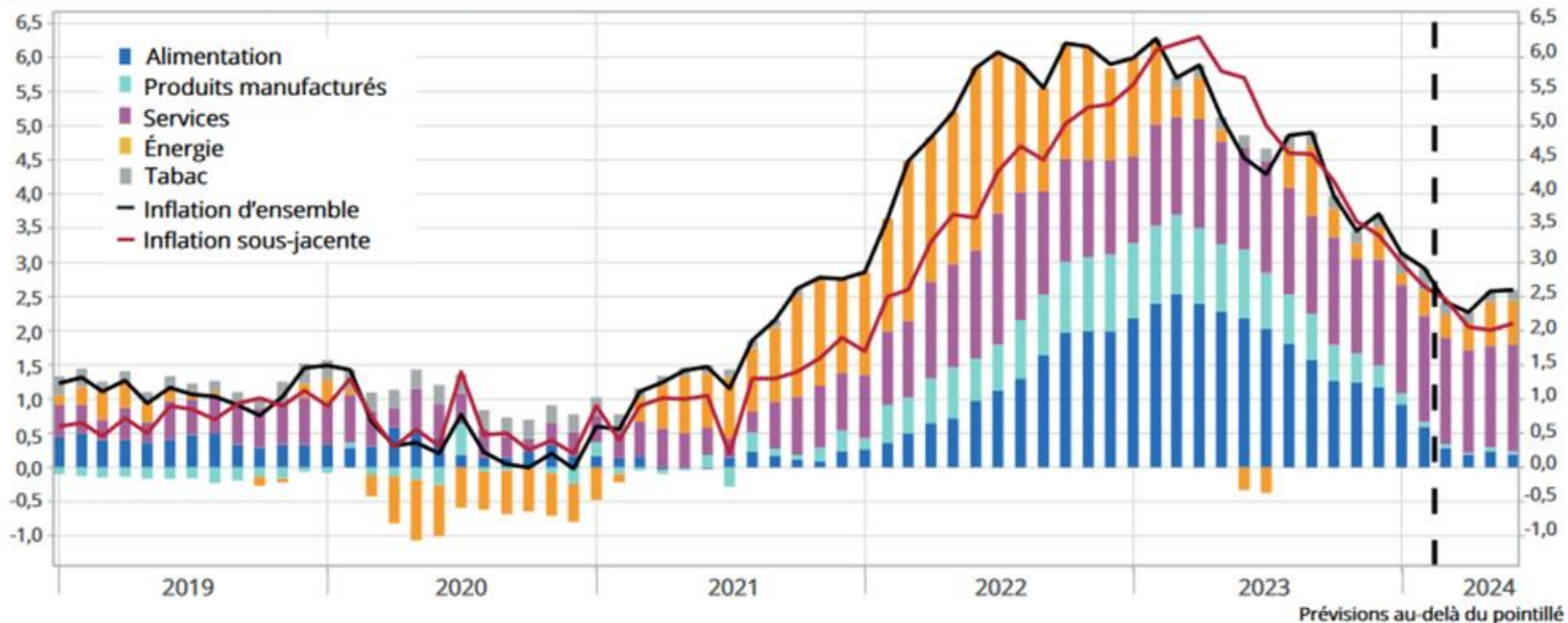
Source : Insee, Destatis, Istat, INE, ONS, BEA, NBSC, prévisions Insee.

02

Inflation – pouvoir d'achat en France

► 1. Inflation d'ensemble et contributions par poste

(glissement annuel en % de l'indice des prix à la consommation et contributions en points)



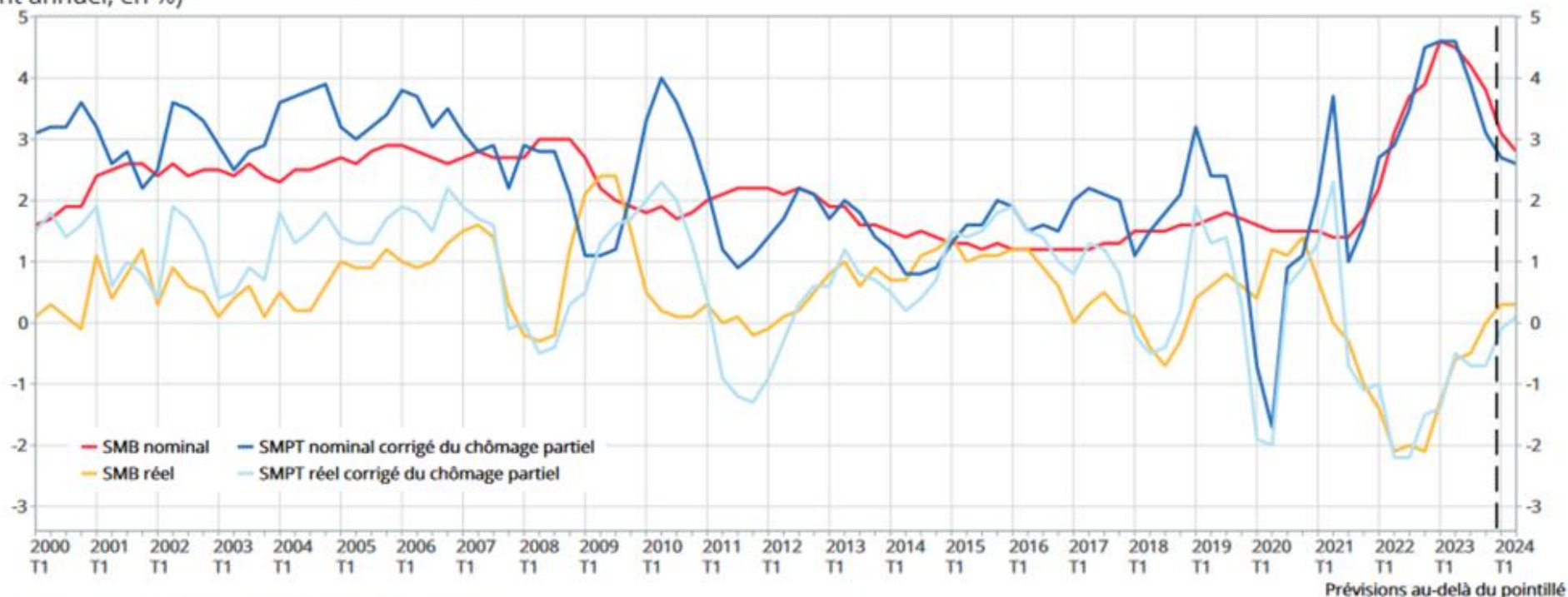
Note : pour février 2024, l'inflation d'ensemble constitue une estimation provisoire, l'inflation sous-jacente une prévision.

Lecture : en février 2024, selon l'estimation provisoire, l'inflation d'ensemble s'élève à +2,9 %. L'alimentaire y contribue à hauteur de +0,6 point tandis que les services y contribuent pour +1,6 point.

Source : Insee.

► 2. Évolution nominale et réelle* du salaire moyen par tête (SMPT) corrigé de l'effet chômage partiel et du salaire mensuel de base (SMB)

(glissement annuel, en %)



* au sens de l'IPC - indice des prix à la consommation.

Note : le SMPT est ici corrigé du chômage partiel : les indemnités de chômage partiel ne sont pas considérées comme du salaire et ont, de ce fait, conduit à de très fortes variations du SMPT non corrigé pendant la crise sanitaire (► [article de blog sur les indicateurs de salaires](#)).

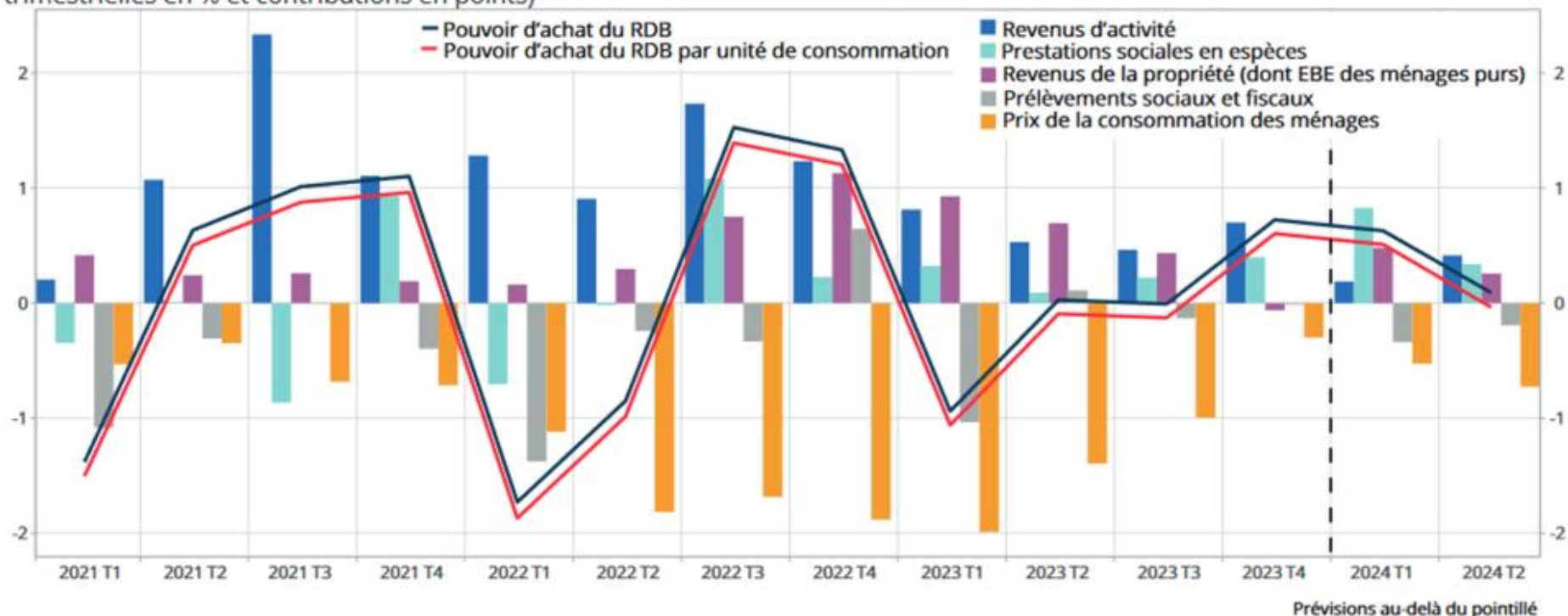
Lecture : au deuxième trimestre 2024, la croissance sur un an du SMB nominal serait de 2,8 %.

Champ : branches marchandes non agricoles.

Source : Dares, Insee.

► 2. Variations trimestrielles du pouvoir d'achat du revenu disponible brut (RDB) des ménages et principales contributions aux variations du RDB

(variations trimestrielles en % et contributions en points)



Lecture : le pouvoir d'achat du RDB des ménages par unité de consommation augmenterait de 0,5 % au premier trimestre 2024. Les prestations sociales contribueraient pour +0,8 point à la hausse du RDB des ménages.

Source : Insee.

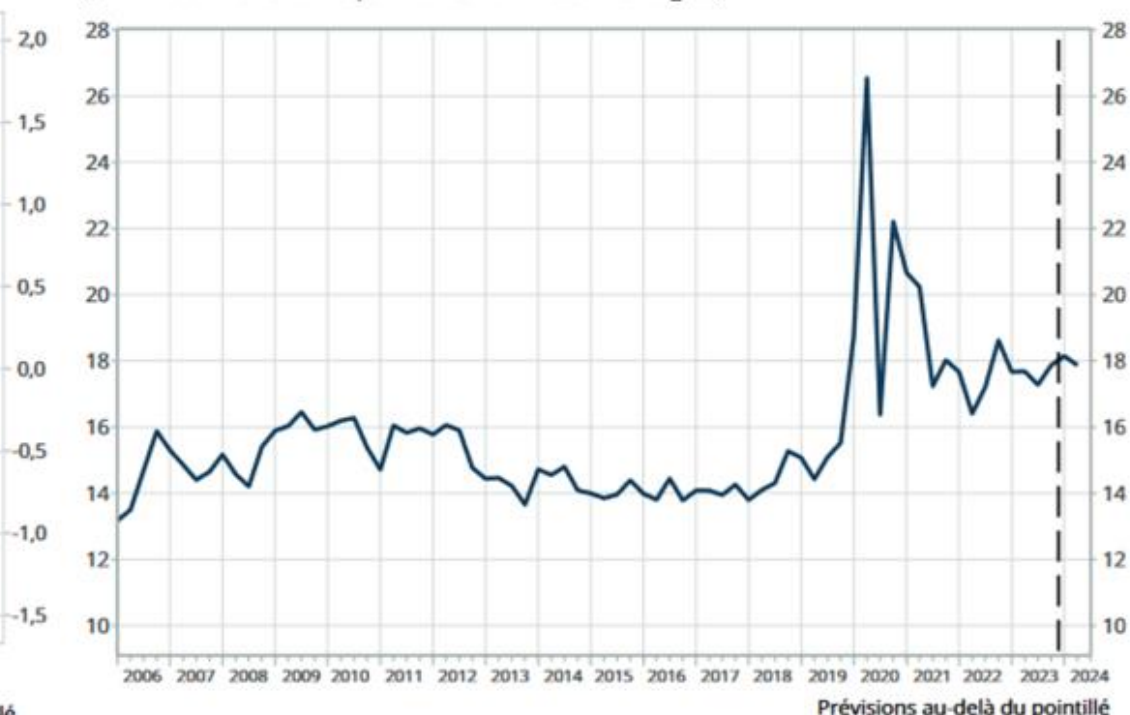
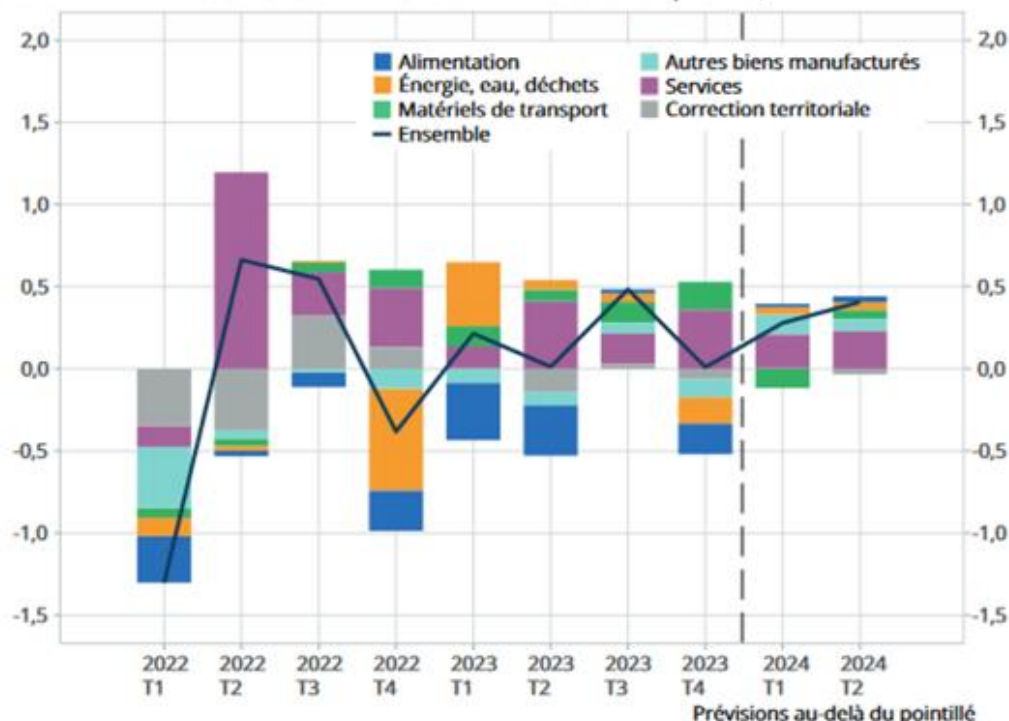
03

Consommation et investissement des ménages

► 1. Consommation trimestrielle passée et prévue (g.) et taux d'épargne des ménages (d.)

(variations trimestrielles en % et contributions en points)

(en % du revenu disponible brut des ménages)



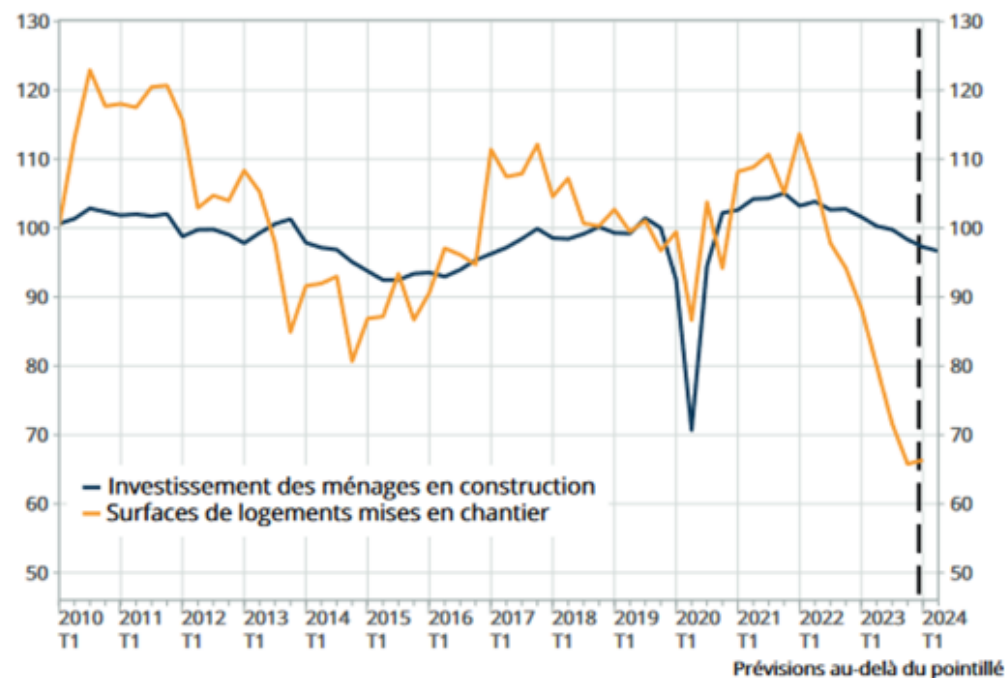
Note : la correction territoriale désigne les achats faits par les résidents français à l'étranger (comptabilisés également en importations) nets des achats des non-résidents réalisés en France (comptabilisés en exportations). Les autres contributions de la consommation des ménages (alimentation, énergie...) portent exclusivement sur la consommation effectuée sur le territoire.

Lecture : au premier trimestre 2024, la consommation des ménages se redresserait par rapport au trimestre précédent (+0,3 %). La consommation de matériels de transport contribuerait à hauteur de -0,1 point à l'évolution de la consommation. Le taux d'épargne des ménages s'élèverait, au premier trimestre 2024, à 18,1 % de leur revenu disponible brut.

Source : Insee.

► 5a. Investissement des ménages en construction et surfaces mises en chantier

(base 100 en 2019, données CVS-CJO)



Dernier point : deuxième trimestre 2024.

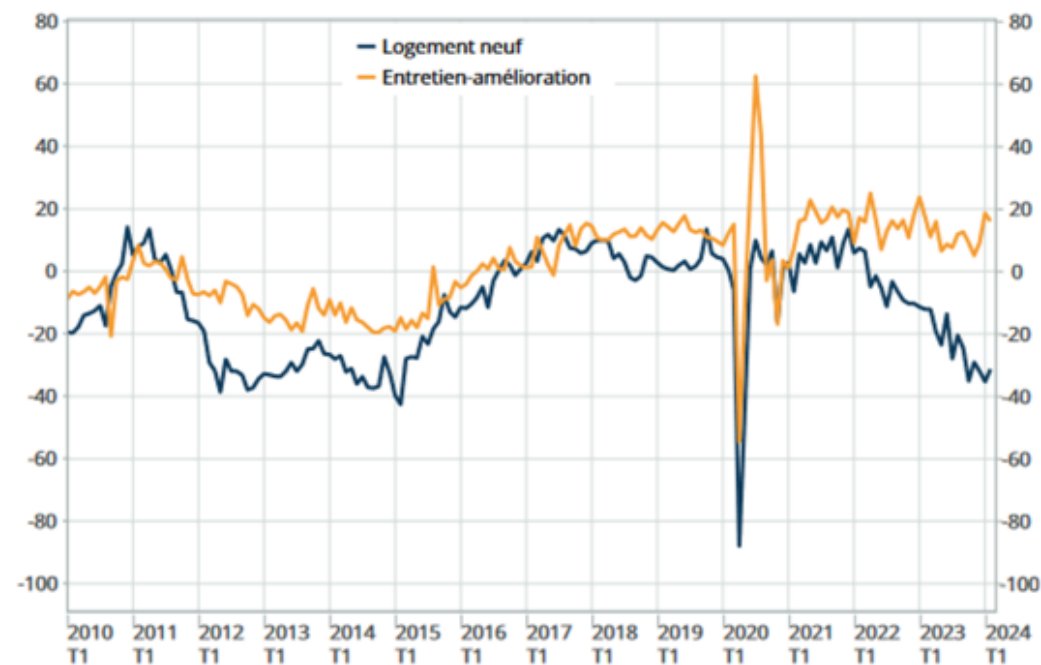
Note : pour les surfaces mises en chantier, le point du premier trimestre 2024 correspond aux données du seul mois de janvier.

Lecture : au premier trimestre 2024, l'investissement des ménages en construction - exprimé en base 100 en 2019 - s'élèverait à 97,3.

Source : Insee et SDES.

► 5b. Soldes d'opinion sur les perspectives d'activité à trois mois dans la construction de logements neufs et dans l'entretien-amélioration

(soldes d'opinion, CVS)



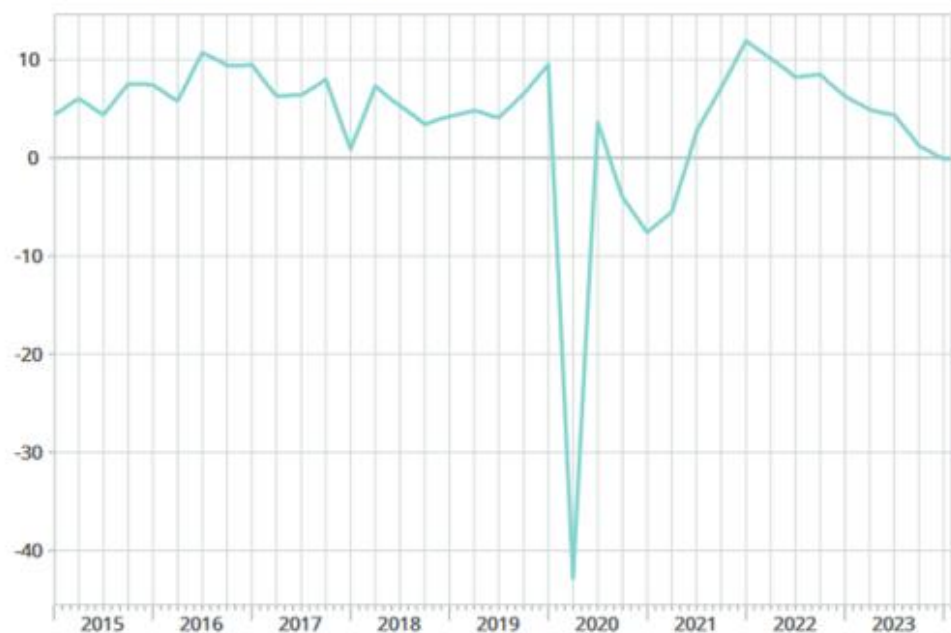
Dernier point : février 2024.

Lecture : en février 2024, le solde d'opinion sur les perspectives d'activité à trois mois dans la construction de logements neufs s'élève à -31 points.

Source : enquête mensuelle de conjoncture dans l'industrie du bâtiment, Insee.

► 3a. Investissement prévu dans les services

(solde d'opinion, CVS, en points)



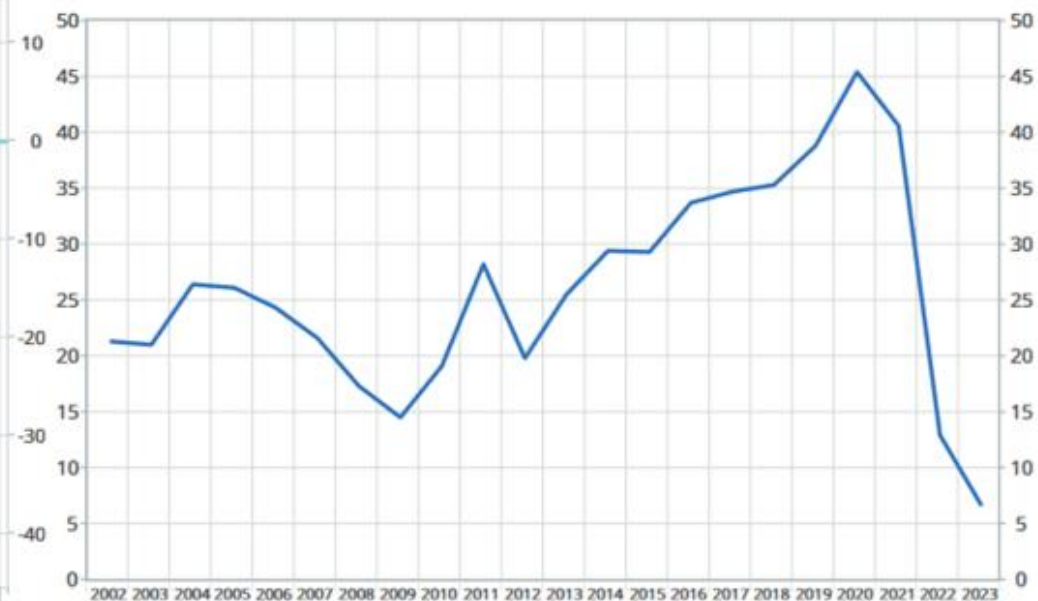
Dernier point : janvier 2024.

Lecture : en janvier 2024, le solde d'opinion sur les investissements prévus dans les services s'élève à 0 point.

Source : Insee, enquêtes de conjoncture auprès des entreprises.

► 3b. Effet des conditions de financement sur les investissements prévus dans l'industrie manufacturière

(% d'entreprises concernées)



Dernier point : octobre 2023.

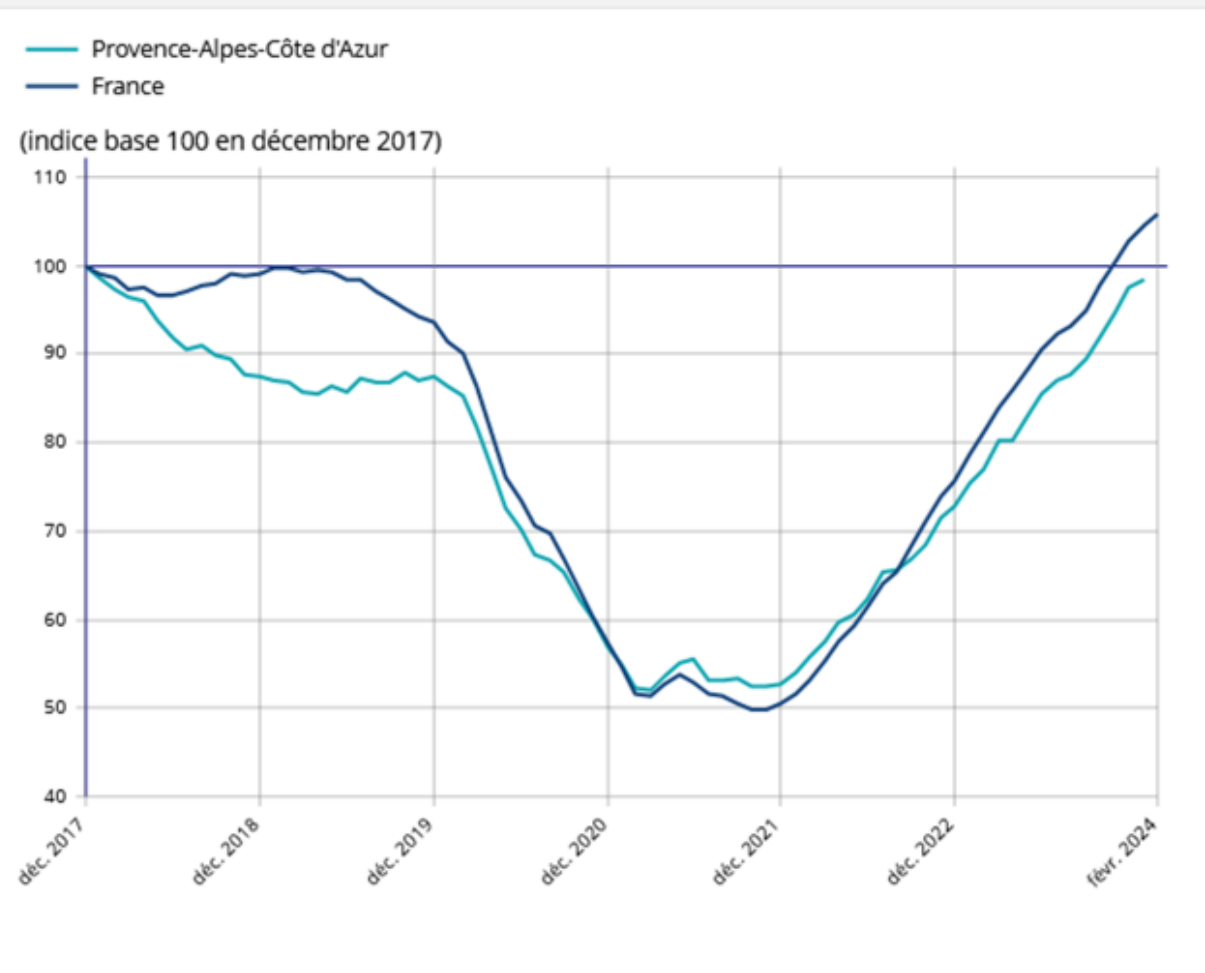
Note : chaque année, les entreprises sont interrogées au mois d'octobre sur leurs perspectives pour l'année suivante.

Lecture : en octobre 2023, 7 % des entreprises de l'industrie manufacturière déclarent que les conditions de financement stimuleront leurs investissements pour l'année à venir.

Source : Insee, enquête trimestrielle de conjoncture dans l'industrie.

04 Défaillances d'entreprises en région Provence-Alpes-Côte d'Azur

Figure 21 – Défaillances d'entreprises



Notes : données mensuelles brutes au 22 mars 2024, en date de jugement.

Chaque point représente l'évolution du cumul des 12 derniers mois.

Source : Fiben, Banque de France.

+12 % par rapport au T4 2019

+86 % par rapport au T4 2021

Seules les activités immobilières ne sont pas en hausse sur un an (après 2 années de forte hausse)

Par rapport au creux de 2021: Commerce et réparation auto, hébergement-restauration et construction sont les plus gros contributeurs



Temps d'échange





OBSERVATOIRE PARTENARIALE DE LA CONJONCTURE

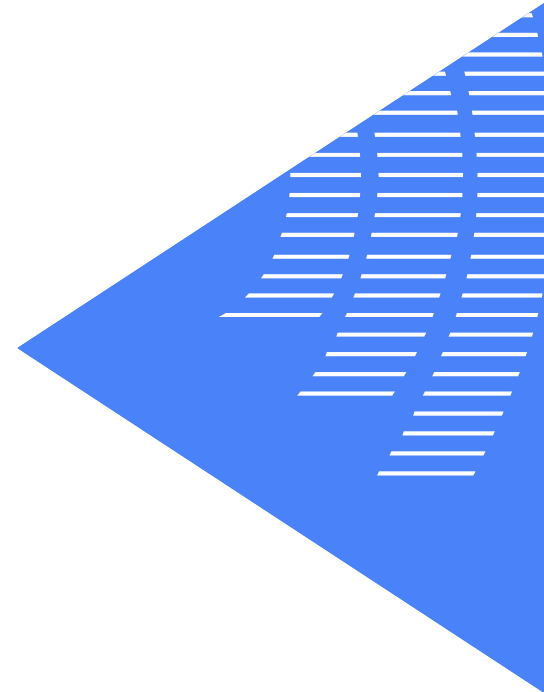
ERIC SELLA
PÔLE ÉCONOMIQUE RÉGIONAL

Marseille, le 8 avril 2024



1

CONJONCTURE PROVENCE-ALPES-CÔTE D'AZUR

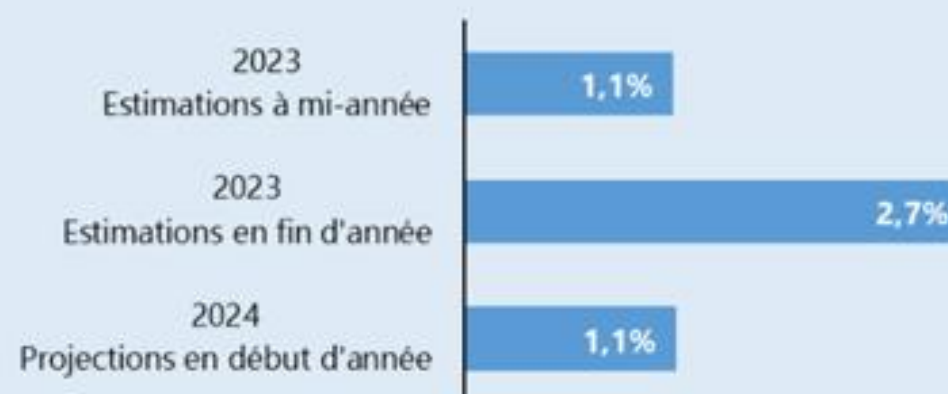


INDUSTRIE – EN SYNTHÈSE

CHIFFRES D'AFFAIRES



EFFECTIFS



RENTABILITÉ

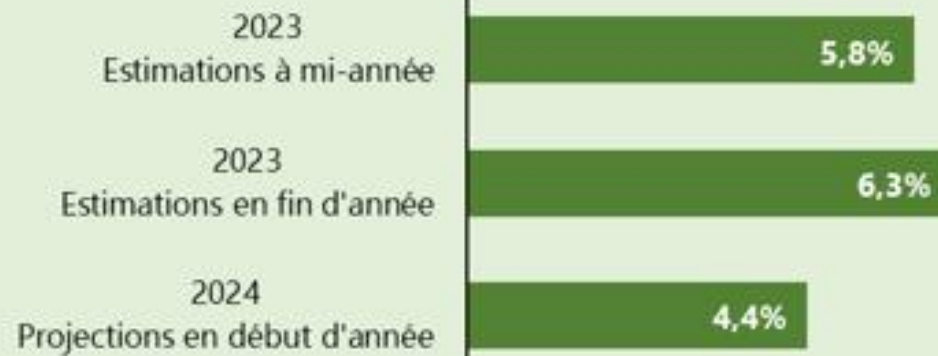


INVESTISSEMENTS

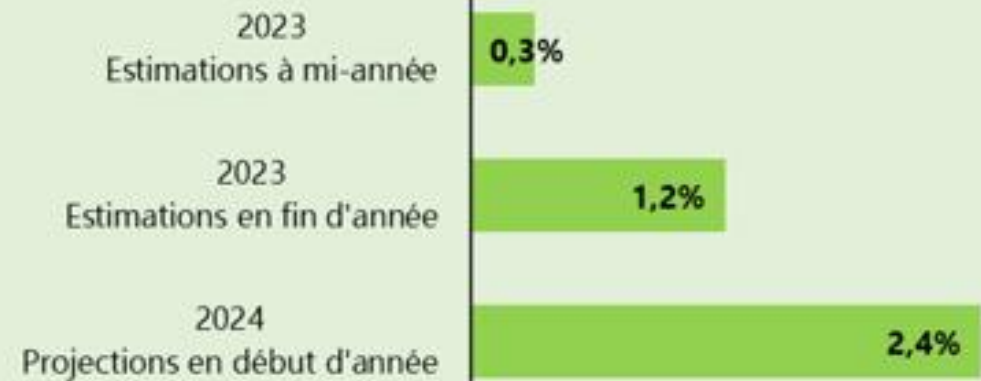


SERVICES MARCHANDS – EN SYNTHÈSE

CHIFFRES D'AFFAIRES



EFFECTIFS



RENTABILITÉ

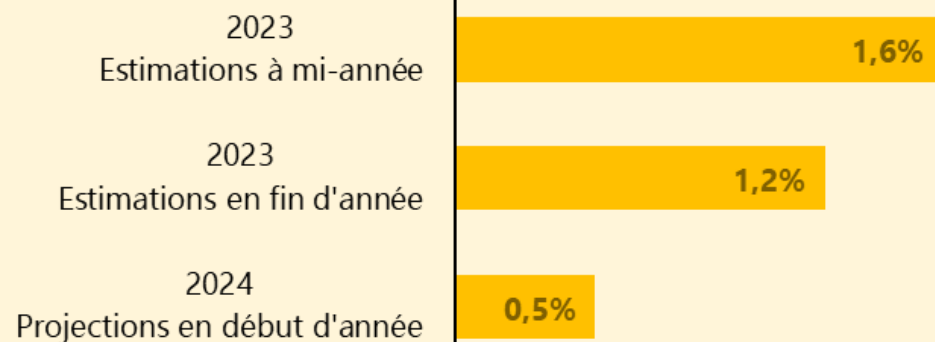


INVESTISSEMENTS

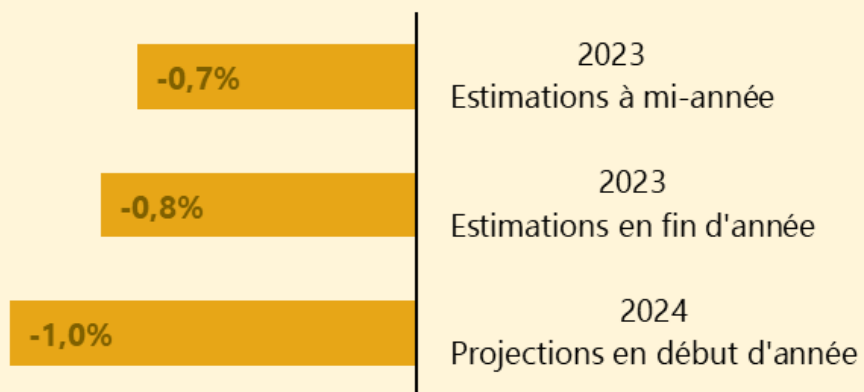


CONSTRUCTION – EN SYNTHÈSE

PRODUCTION TOTALE



EFFECTIFS



RENTABILITÉ



INVESTISSEMENTS





Temps d'échange



Emploi et marché du travail

Virginie Meyer

Adjointe au chef du service étude, statistique, évaluation

Direction régionale de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités, Provence-Alpes-Côte d'Azur

Franck Menichelli

Responsable d'équipe pôle statistiques, études, évaluations

Direction régionale de France Travail
Provence-Alpes-Côte d'Azur





**PRÉFET
DE LA RÉGION
PROVENCE-ALPES-
CÔTE D'AZUR**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction régionale
de l'économie, de l'emploi,
du travail et des solidarités

DIRECTION RÉGIONALE DE L'ÉCONOMIE, DE L'EMPLOI, DU TRAVAIL ET DES SOLIDARITÉS PROVENCE-ALPES-CÔTE D'AZUR

Une année 2023 en demi-teinte

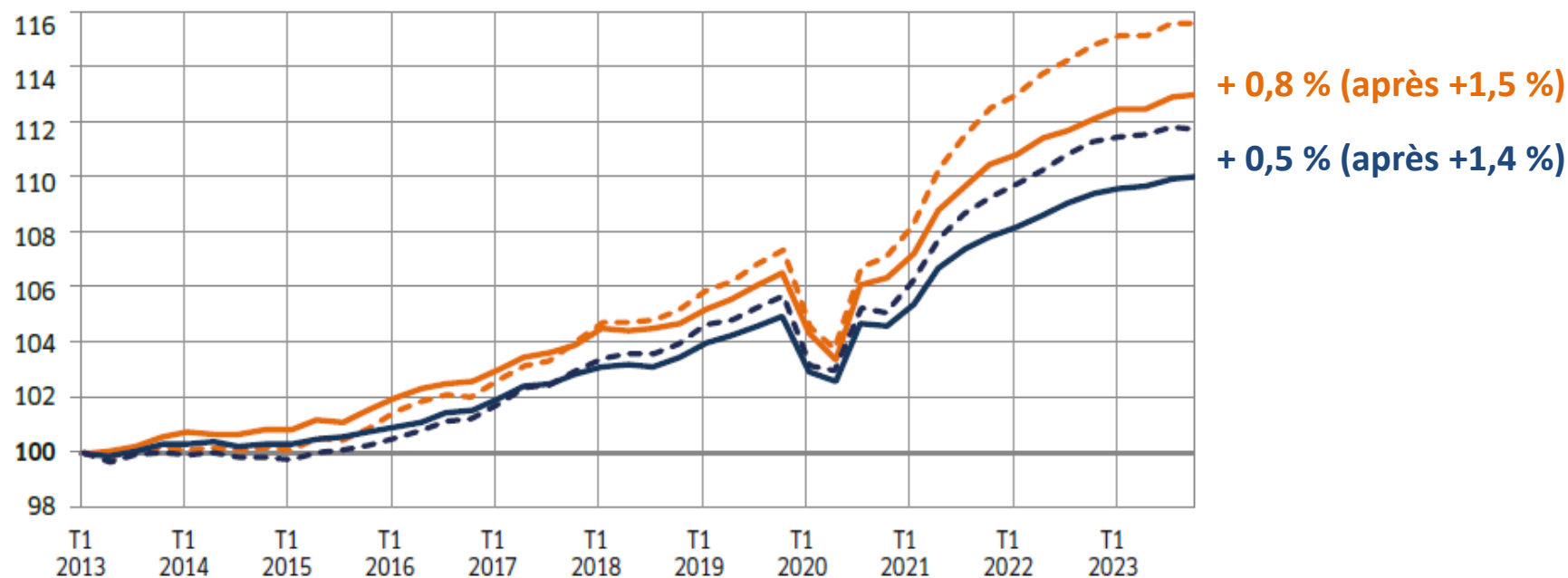
Services études, statistiques, évaluation

L'emploi salarié au ralenti en 2023

1 Évolution de l'emploi salarié (données CVS, base 100 au 1^{er} trimestre 2013)

— Total Provence-Alpes-Côte d'Azur — Total France métro.
- - Secteur privé Provence-Alpes-Côte d'Azur - - Secteur privé France métro.

En 2023
par rapport à 2022)

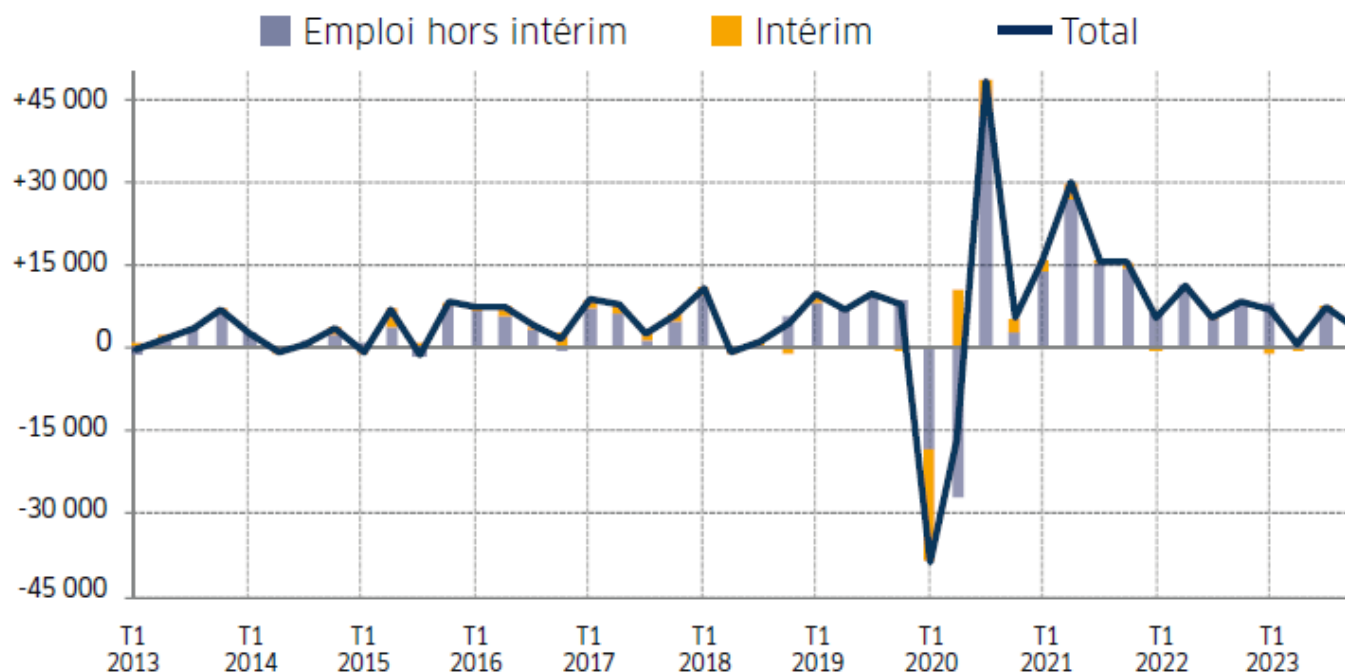


Note : données provisoires

Sources : Insee, estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Acoff-Urssaf, Dares, Insee

En 2023, la croissance est portée uniquement par l'emploi hors intérim ; l'intérim se replie dans les mêmes proportions qu'en 2022

② Contribution de l'emploi hors intérim et de l'intérim à l'évolution trimestrielle de l'emploi salarié, en Provence-Alpes-Côte d'Azur (données CVS, en nombre)



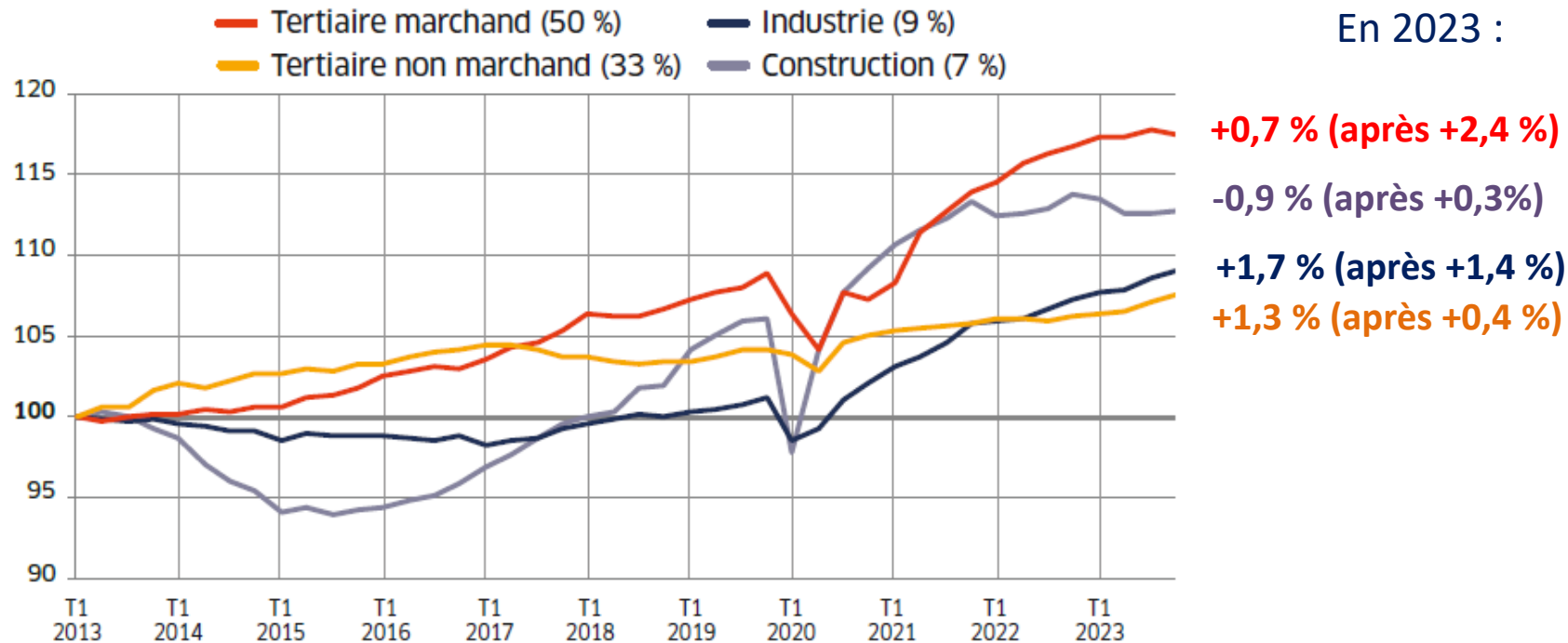
En 2023,
+16 700 emplois :
+17 700
emplois hors intérim
-1 000 intérimaires

Note : données provisoires

Sources : Insee, estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Acooss-Urssaf, Dares, Insee

Le tertiaire marchand détruit des emplois fin 2023 et enregistre sa plus faible croissance annuelle en neuf ans (hors crise sanitaire)

③ Évolution de l'emploi salarié, y compris intérim, en Provence-Alpes-Côte d'Azur (données CVS, base 100 au 1^{er} trimestre 2013)

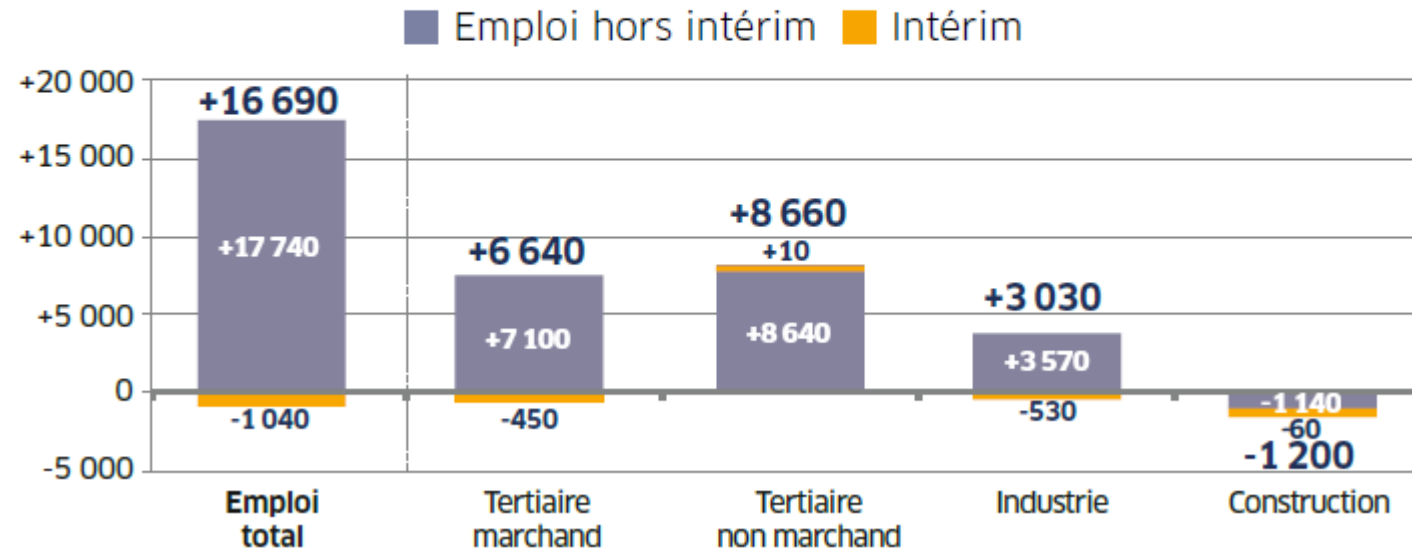


Note : données provisoires

Sources : Insee, estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Acof-Urssaf, Dares, Insee

Malgré une nouvelle stabilité en fin d'année, les effectifs reculent dans la construction en 2023 pour la 1^{ère} fois depuis 2015

4 Évolution de la contribution de l'emploi hors intérim et de l'intérim à l'emploi salarié, en Provence-Alpes-Côte d'Azur (données CVS, en nombre, entre fin 2022 et fin 2023)



* L'addition des quatre sous-secteurs d'activité ne correspond pas au total de l'emploi salarié, car le secteur *Agriculture, sylviculture et pêche* qui représente 1 % de l'emploi salarié en Provence-Alpes-Côte d'Azur n'est pas représenté

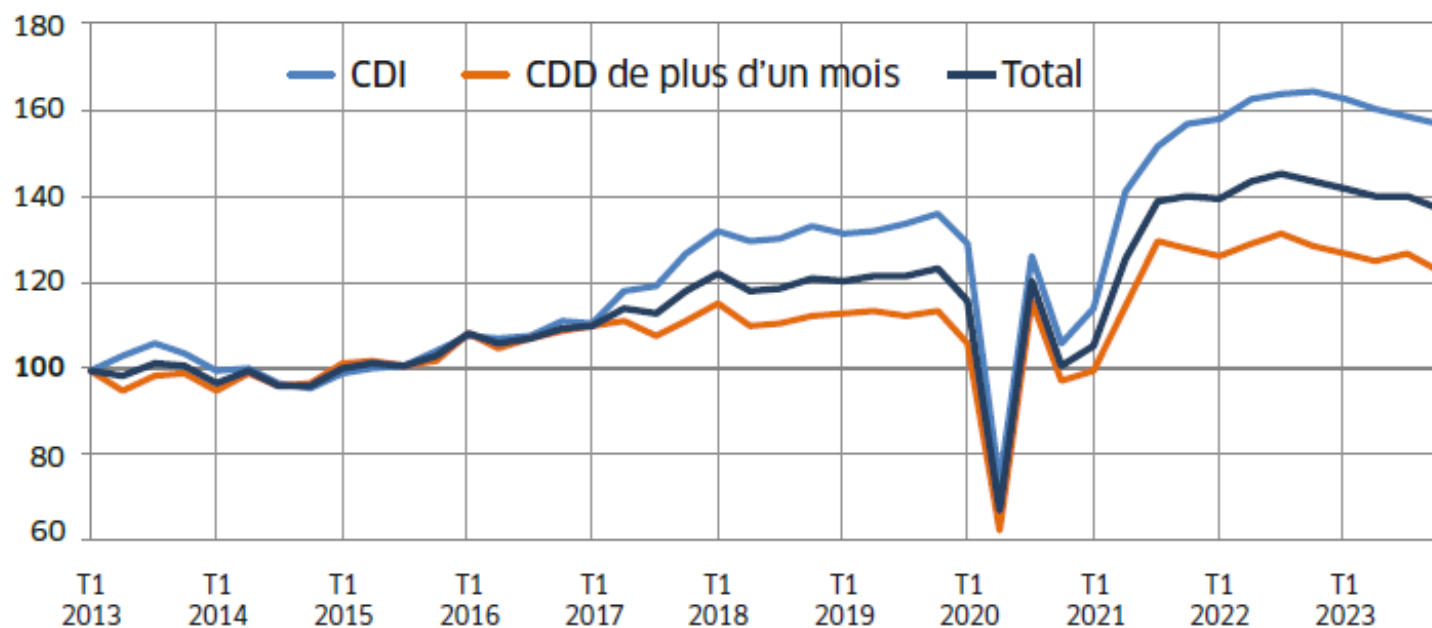
** Part des effectifs intérimaires du secteur dans l'effectif total du secteur (y compris intérim)

Note : données arrondies, provisoires

Sources : Insee, estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Acof-Urssaf, Dares, Insee

Premier repli annuel des embauches en près de dix ans (hors contrats courts et hors crise sanitaire)

5 Évolution des DPAE par type de contrat, en Provence-Alpes-Côte d'Azur (données CVS, base 100 au 1^{er} trimestre 2013)



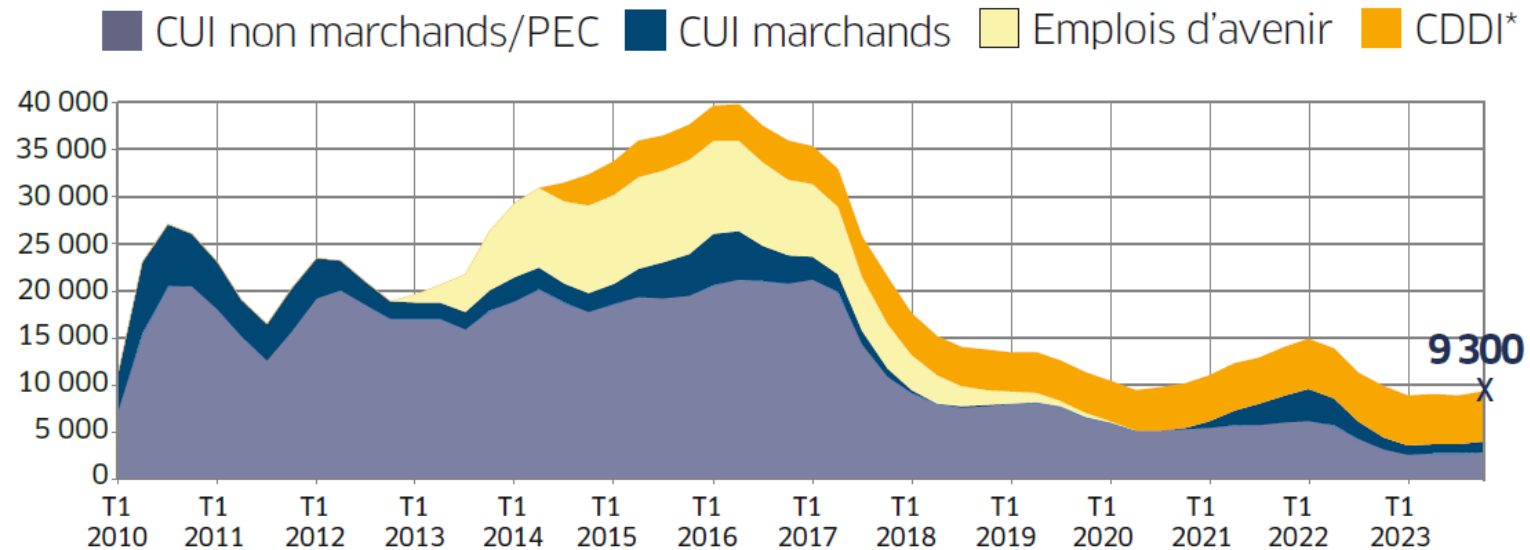
Note : données provisoires

Champ : ensemble des embauches en CDI et CDD de plus d'un mois (strictement supérieur à 31 jours) du secteur privé (hors entreprises affiliées à la MSA et hors intérim) et du secteur public pour ce qui concerne les contrats de droit privé

Source : AcoSS-Urssaf

Malgré une légère hausse en fin d'année, le nombre de bénéficiaires de contrat aidé continue de reculer en 2023, mais moins vite qu'en 2022

7 Stock de bénéficiaires des principaux contrats aidés, en Provence-Alpes-Côte d'Azur (données brutes, en nombre)



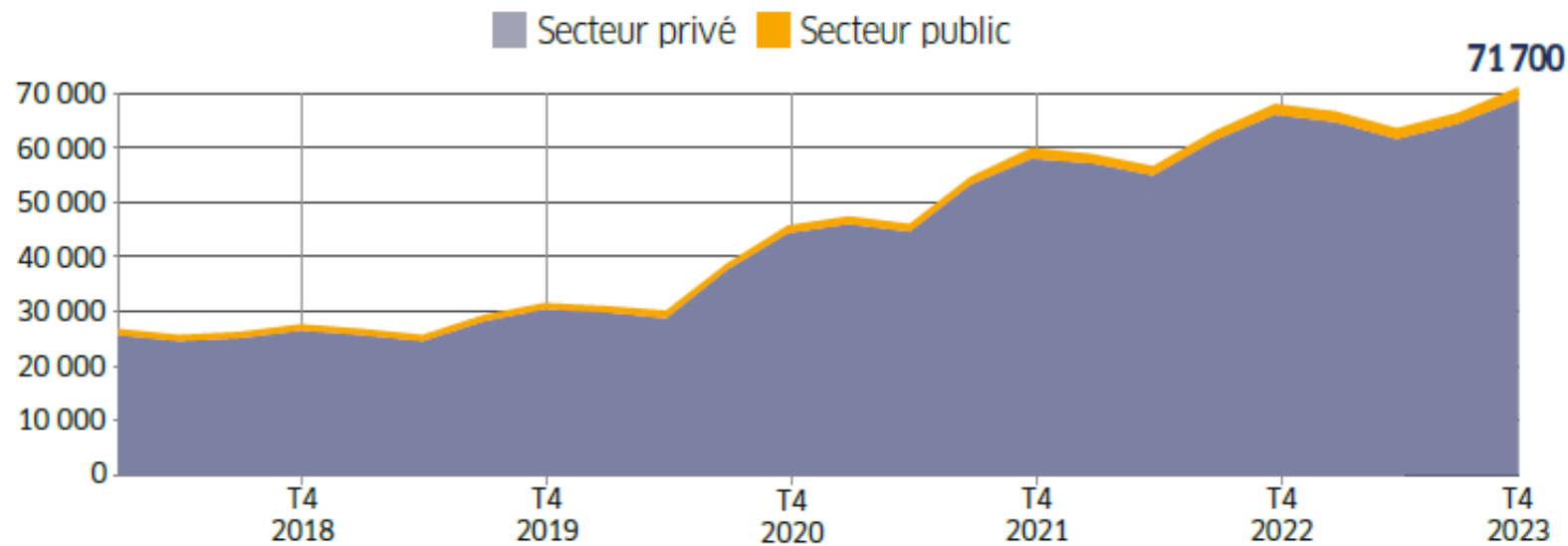
* Marchands et non marchands ; depuis juillet 2014, les ateliers et chantiers d'insertion doivent recruter leurs salariés en CDDI

Note : données arrondies en fin de trimestre, provisoires

Source : ASP - **Traitements :** Dares

La croissance de l'apprentissage en perte de vitesse

⑨ Stock de bénéficiaires de contrats d'apprentissage en Provence-Alpes-Côte d'Azur (données brutes, en nombre)



Note : données provisoires

Source : Système d'information sur l'apprentissage de la Dares - *Traitements : Dares*

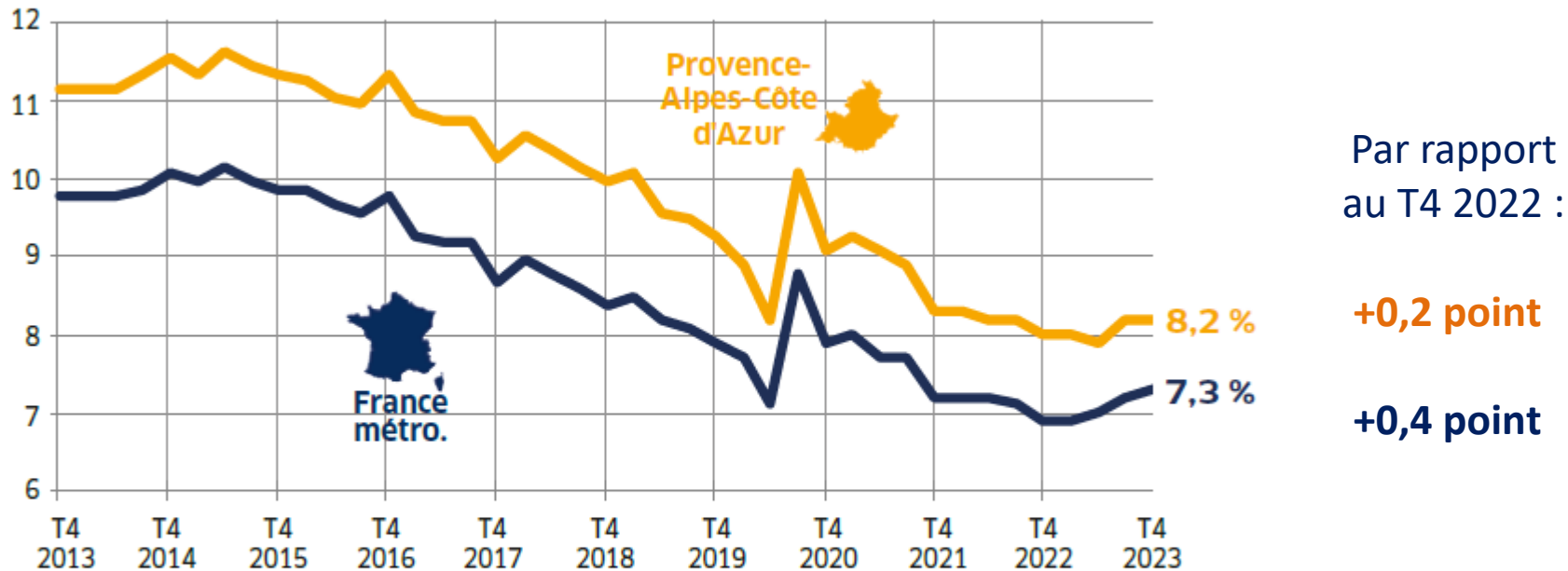


Temps d'échange



Stable au dernier trimestre de l'année, le taux de chômage augmente légèrement sur un an, mais demeure à un niveau très bas

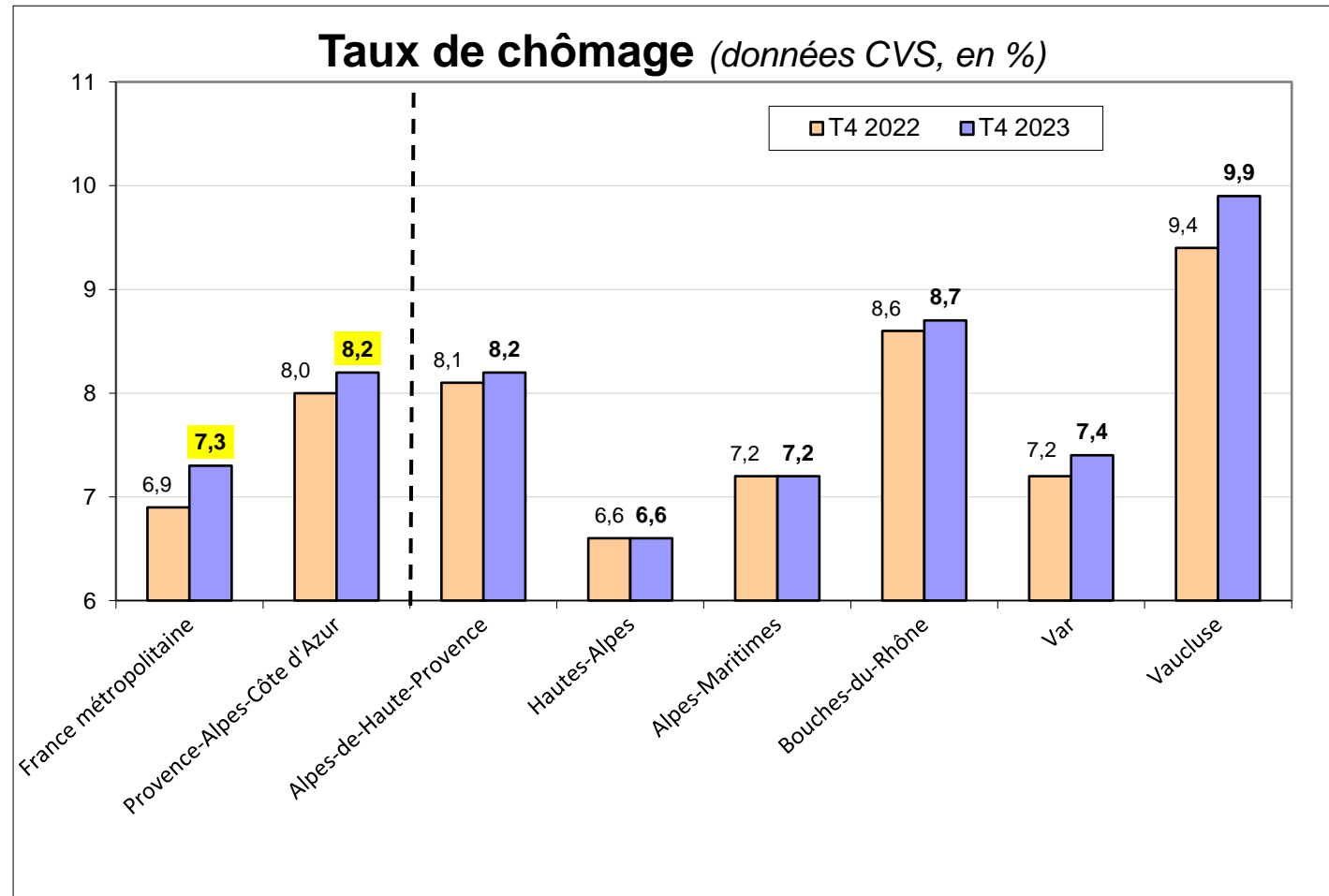
10 Taux de chômage (données CVS, en %)



Note : données trimestrielles provisoires ; estimation à +/- 0,3 point près du niveau du taux de chômage national et de son évolution d'un trimestre à l'autre

Source : Insee, taux de chômage au sens du BIT (national) et taux de chômage localisé (régional)

Stabilité ou légère hausse annuelle dans tous les départements, sauf dans le Vaucluse où l'augmentation est très marquée...

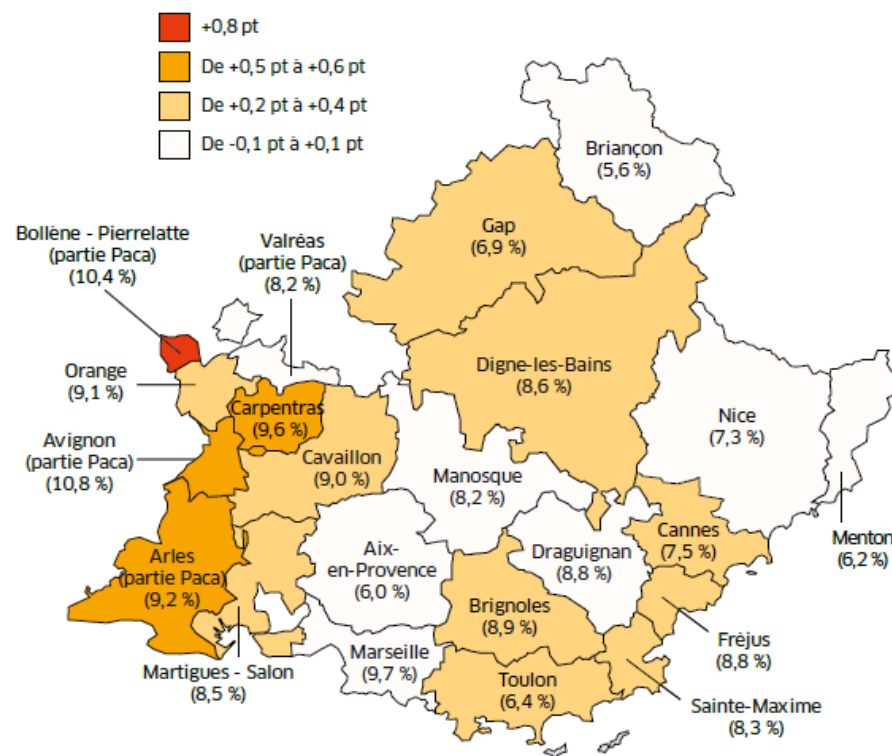


Note : données trimestrielles provisoires ; estimation à +/- 0,3 point près du niveau du taux de chômage national et de son évolution d'un trimestre à l'autre

Source : Insee, taux de chômage au sens du BIT (national) et taux de chômage localisé (régional et départementaux)

... particulièrement dans la zone d'emploi de Bollène - Pierrelatte

11 Évolution du taux de chômage par zone d'emploi de Provence-Alpes-Côte d'Azur, entre le 4^e trimestre 2022 et le 4^e trimestre 2023 (données corrigées des variations saisonnières, évolution annuelle en point et taux en % au 4^e trimestre 2023)



Provence-Alpes-Côte d'Azur : 8,2 % (+0,2 pt)

France métro. : 7,3 % (+0,4 pt)

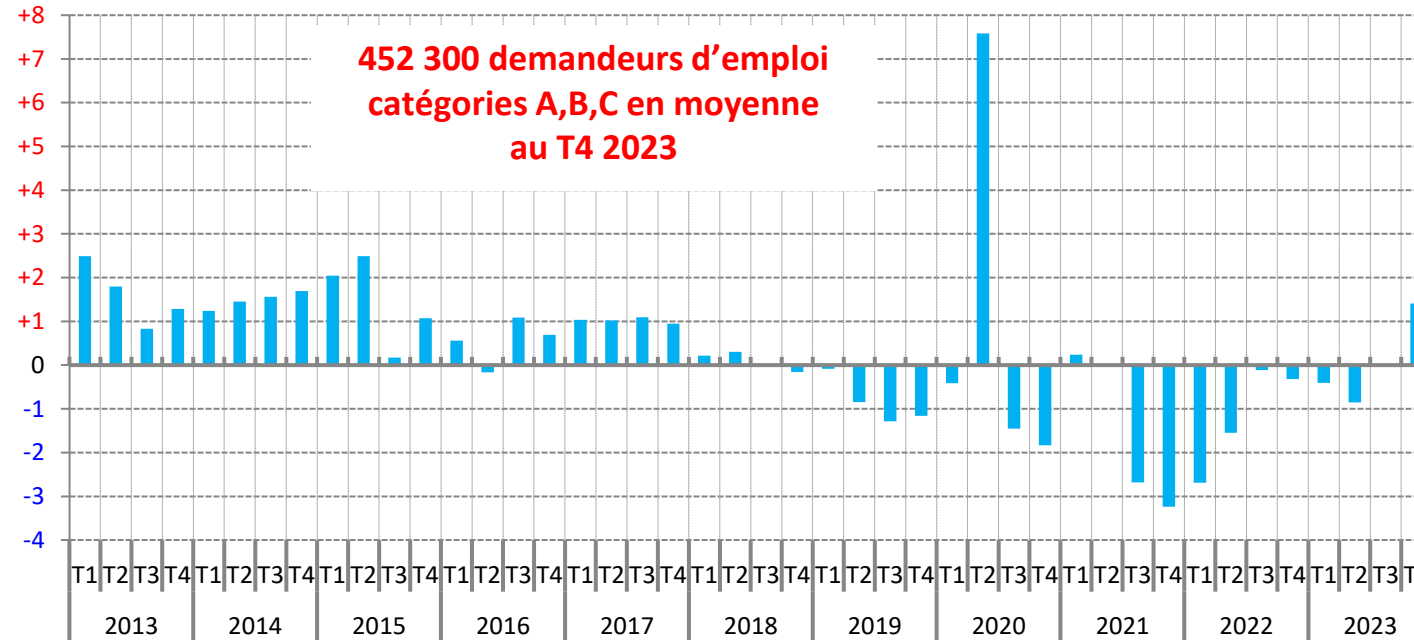
Note : données provisoires

Source : Insee, taux de chômage localisés

La demande d'emploi, qui baissait chaque trimestre depuis mi-2021, repart à la hausse en fin d'année

Evolution trimestrielle du nombre moyen de demandeurs d'emploi de catégories A, B, C, en Provence-Alpes-Côte d'Azur

(données CVS-CJO, en %)

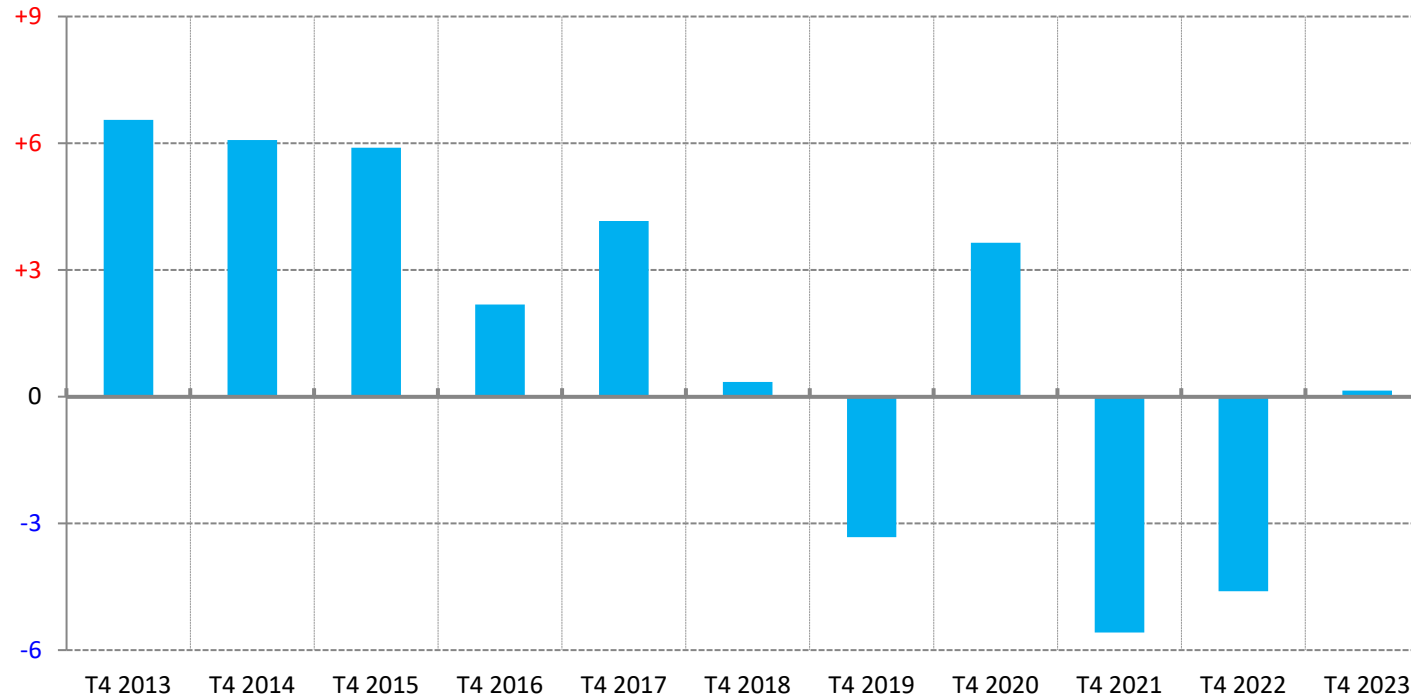


Note : données corrigées des variations saisonnières et des jours ouvrables

Source : France Travail (ex-Pôle emploi), Dares (STMT) - Calculs des CVS-CJO : Dares

Sur un an, elle s'élève très légèrement, après deux années de fort recul

Evolution annuelle du nombre moyen de demandeurs d'emploi de catégories A, B, C,
en Provence-Alpes-Côte d'Azur
(données CVS-CJO, en %)



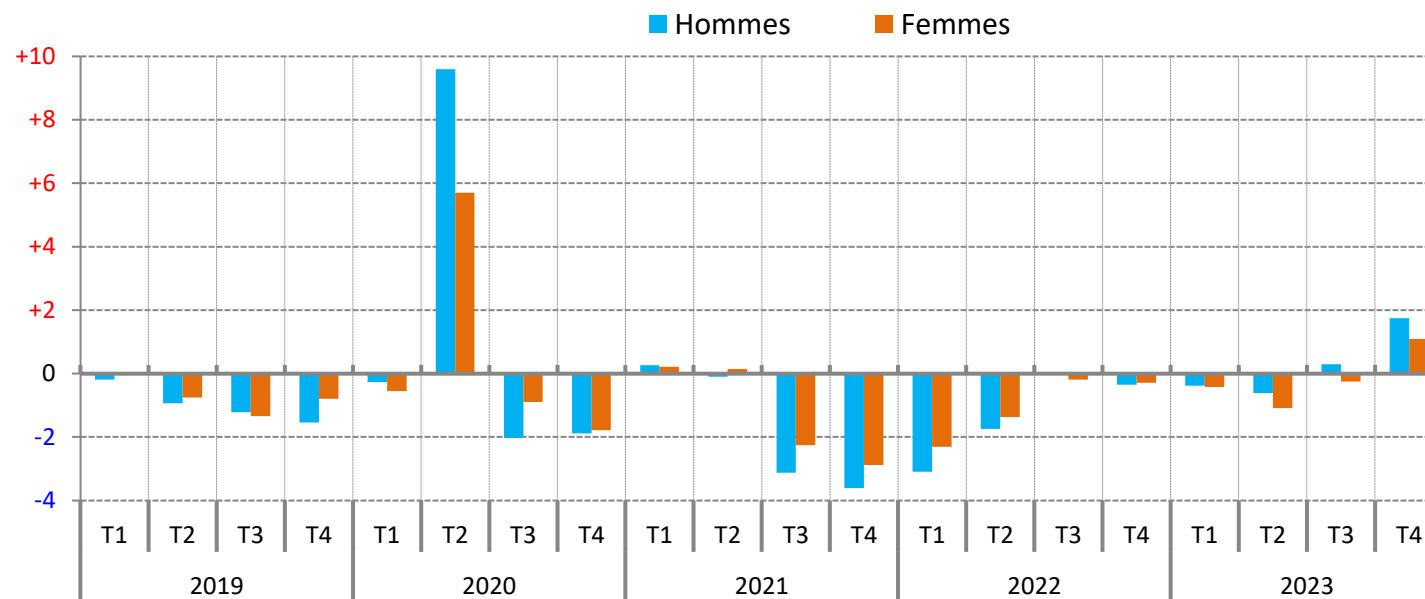
Note : données corrigées des variations saisonnières et des jours ouvrables

Source : France Travail, Dares (STMT) - Calculs des CVS-CJO : Dares

L'augmentation trimestrielle concerne davantage les hommes que les femmes

Evolution trimestrielle du nombre moyen de demandeurs d'emploi de catégories A, B, C, par sexe, en Provence-Alpes-Côte d'Azur

(données CVS-CJO, en %)



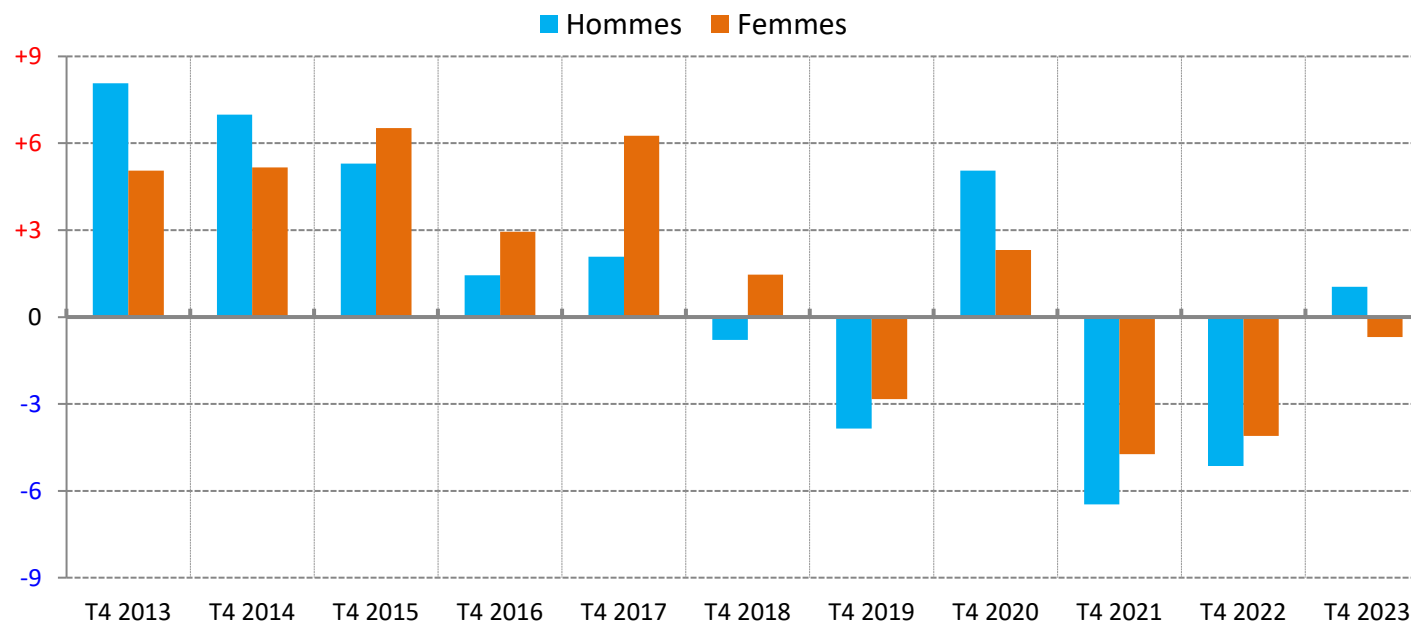
Note : données corrigées des variations saisonnières et des jours ouvrables

Source : France Travail, Dares (STMT) - Calculs des CVS-CJO : Dares

Sur un an, seule la demande d'emploi des hommes s'accroît

Evolution annuelle du nombre moyen de demandeurs d'emploi de catégories A, B, C,
par sexe, en Provence-Alpes-Côte d'Azur

(données CVS-CJO, en %)



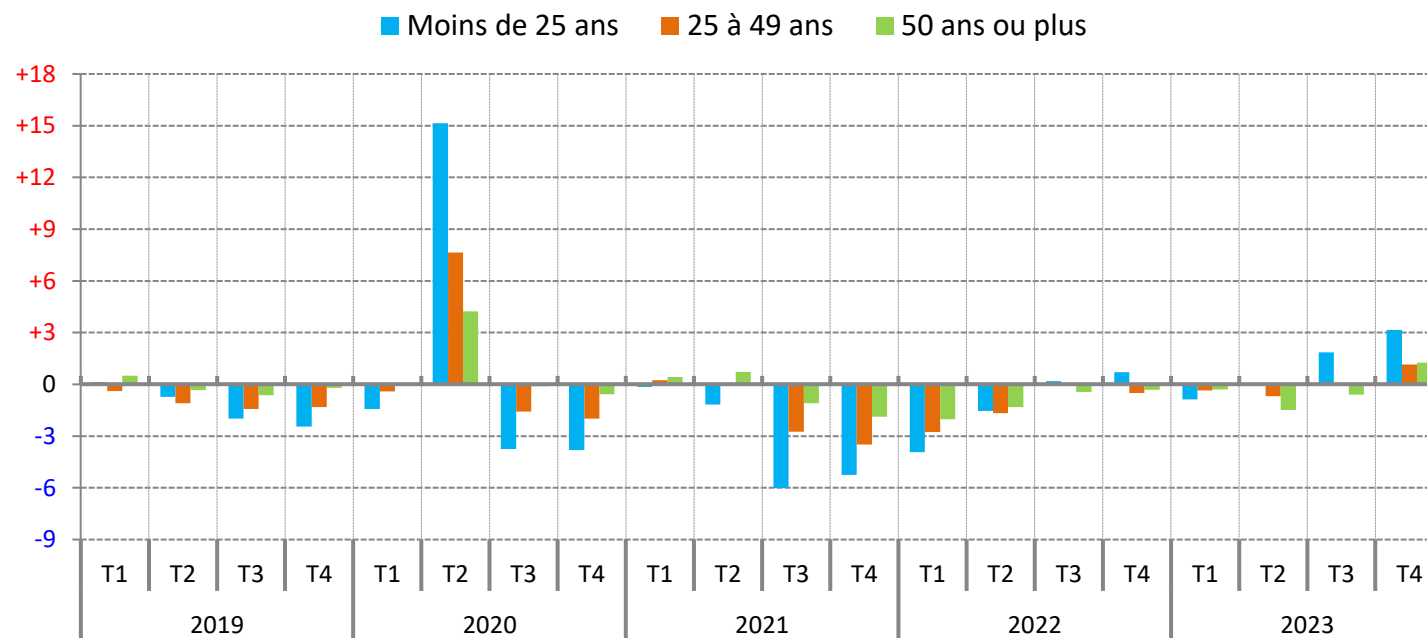
Note : données corrigées des variations saisonnières et des jours ouvrables

Source : France Travail, Dares (STMT) - Calculs des CVS-CJO : Dares

Les jeunes de moins de 25 ans sont les plus touchés par la hausse trimestrielle de la demande d'emploi...

Evolution trimestrielle du nombre moyen de demandeurs d'emploi de catégories A, B, C, par âge, en Provence-Alpes-Côte d'Azur

(données CVS-CJO, en %)



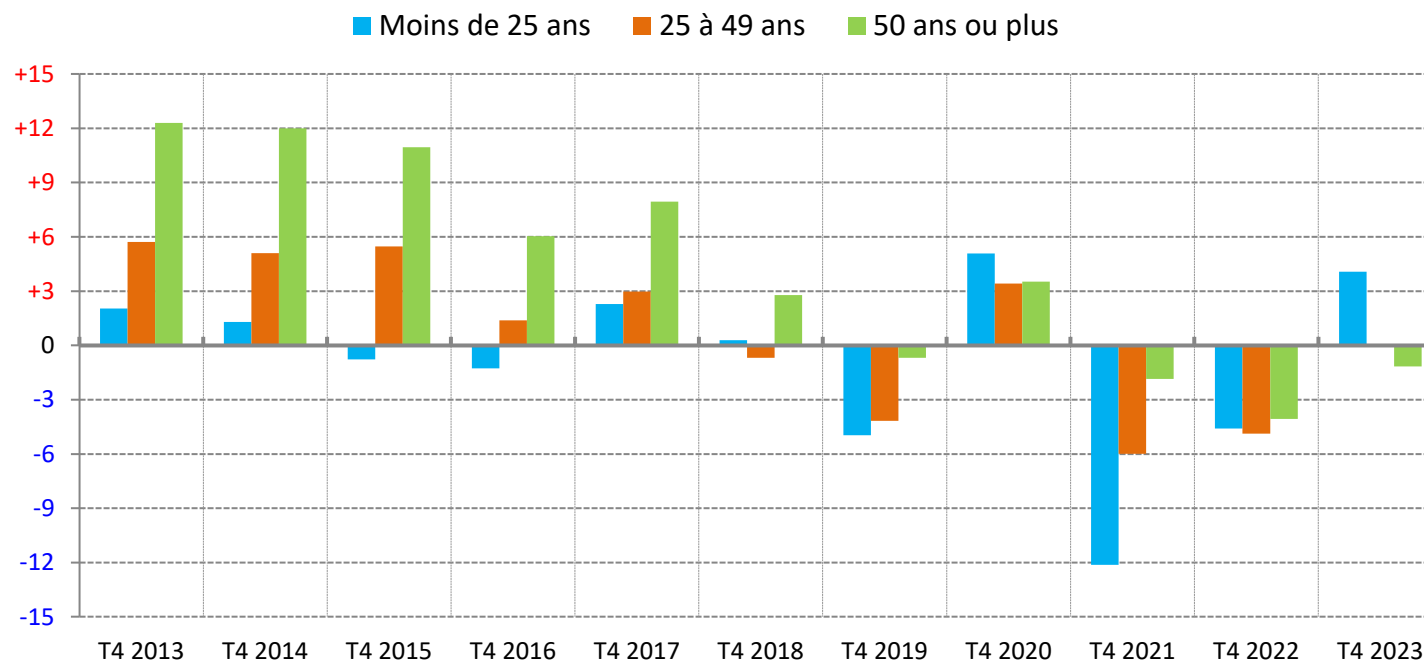
Note : données corrigées des variations saisonnières et des jours ouvrables

Source : France Travail, Dares (STMT) - Calculs des CVS-CJO : Dares

... en rythme annuel, c'est la seule tranche d'âge qui s'élève

Evolution annuelle du nombre moyen de demandeurs d'emploi de catégories A, B, C , par âge, en Provence-Alpes-Côte d'Azur

(données CVS-CJO, en %)

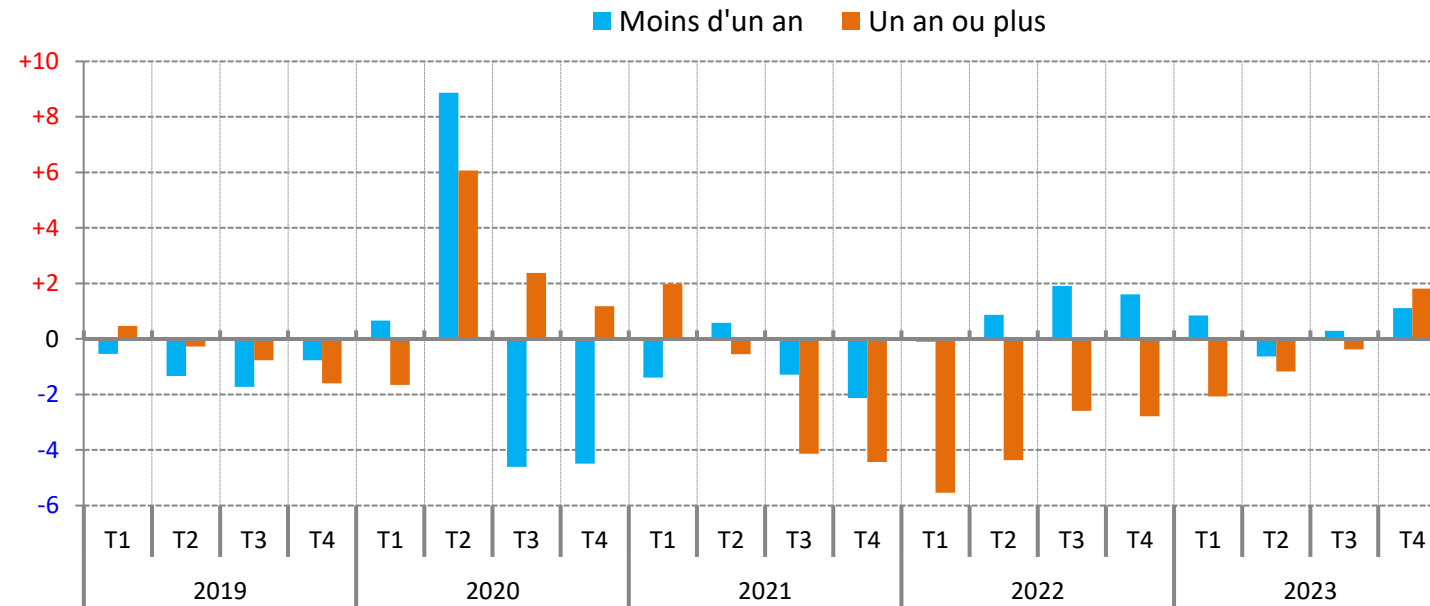


Note : données corrigées des variations saisonnières et des jours ouvrables

Source : France Travail, Dares (STMT) - Calculs des CVS-CJO : Dares

Le nombre de demandeurs d'emploi de longue durée rebondit fin 2023, après deux ans et demi de repli ininterrompu

Evolution trimestrielle du nombre moyen de demandeurs d'emploi de catégories A, B, C, par ancienneté d'inscription, en Provence-Alpes-Côte d'Azur
(données CVS-CJO, en %)

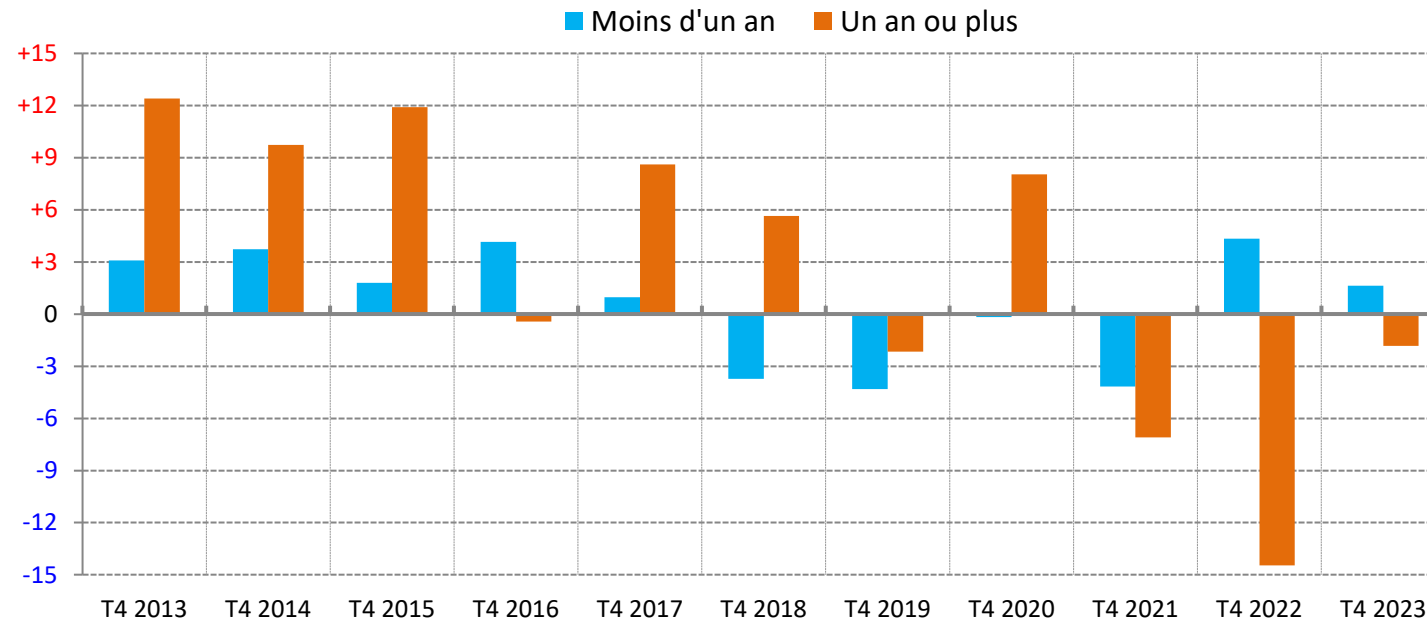


Note : données corrigées des variations saisonnières et des jours ouvrables

Source : France Travail, Dares (STMT) - Calculs des CVS-CJO : Dares

En 2023, recul moins vif pour les demandeurs d'emploi de longue durée, élévation plus modérée pour les inscrits depuis moins d'un an

Evolution annuelle du nombre moyen de demandeurs d'emploi de catégories A, B, C, par ancienneté d'inscription, en Provence-Alpes-Côte d'Azur
(données CVS-CJO, en %)



Note : données corrigées des variations saisonnières et des jours ouvrables
Source : France Travail, Dares (STMT) - Calculs des CVS-CJO : Dares

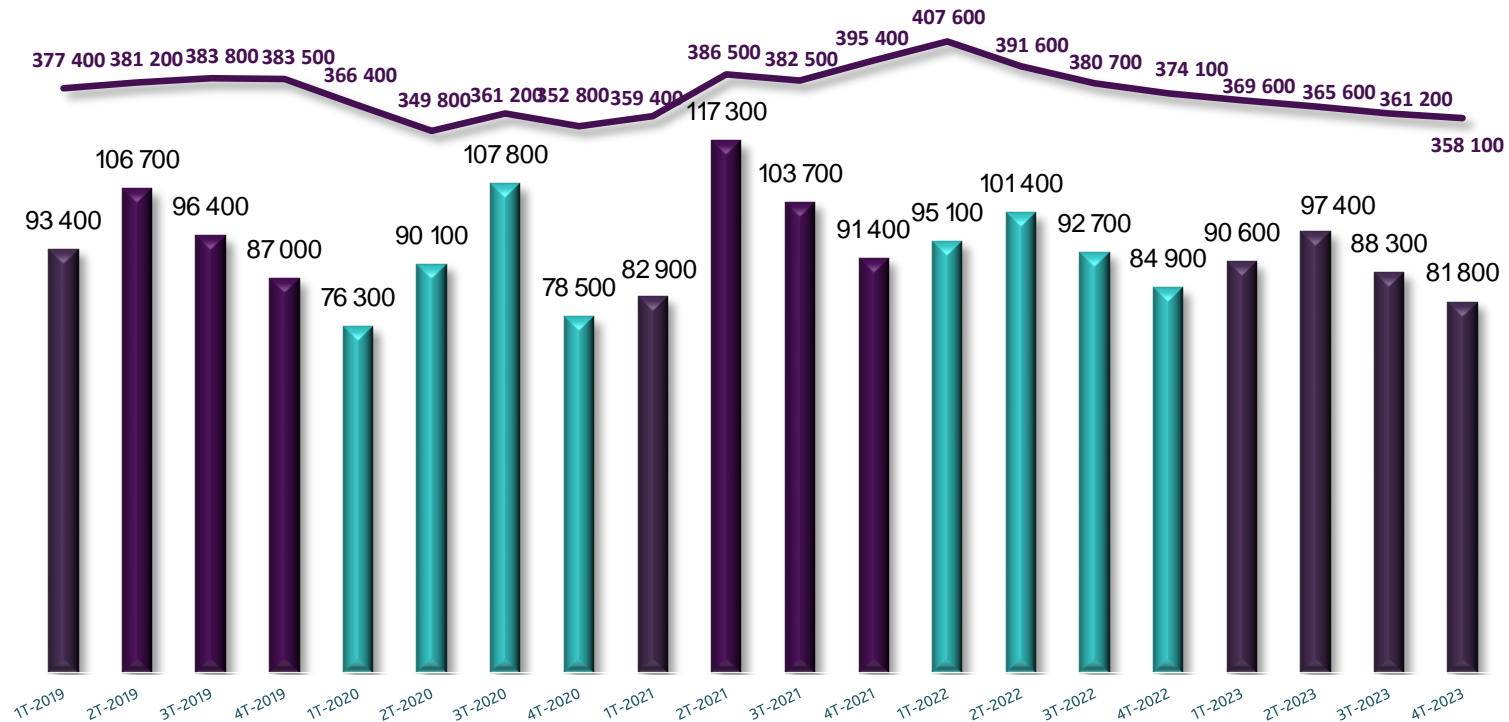


Temps d'échange



Les reprises d'emploi

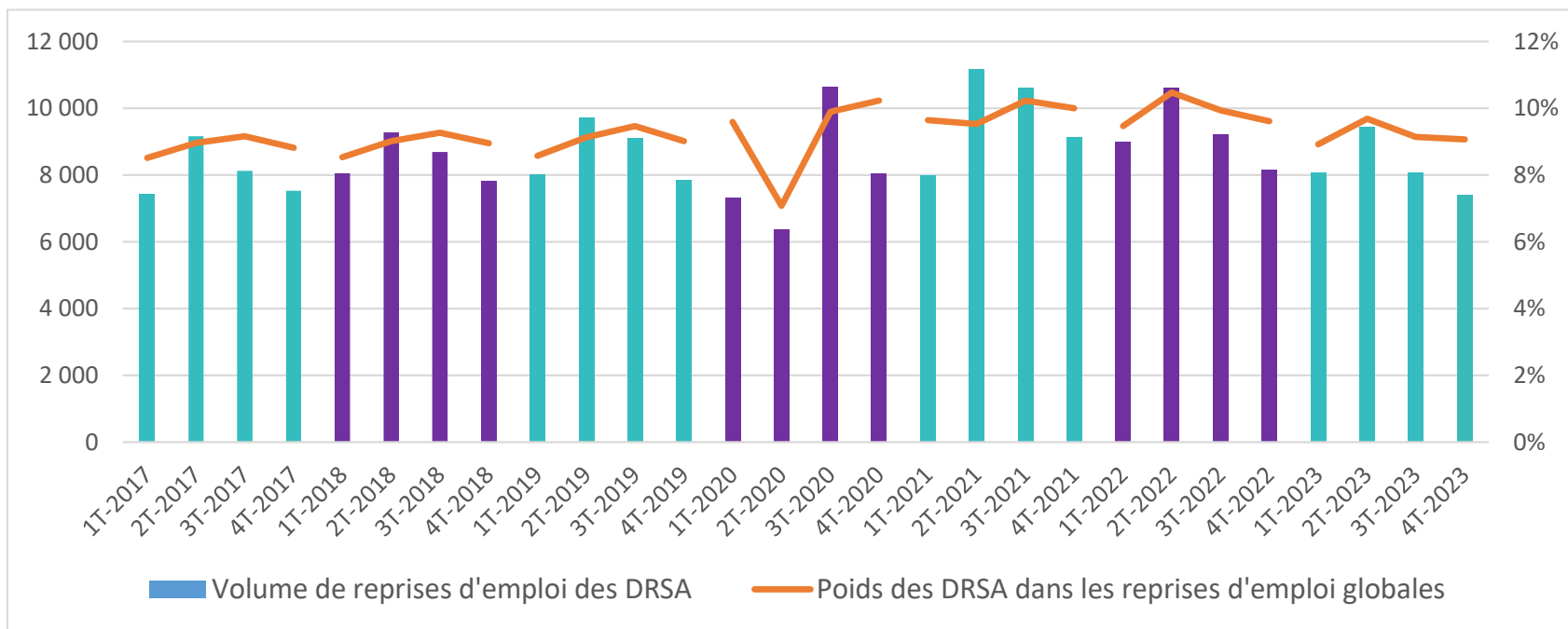
Nombre trimestriel de retours à l'emploi de la région et courbe en cumul sur 12 mois glissants :



Source : SI France Travail_ fichier historique au 4T 2023 – Données brutes

Focale sur les demandeurs de RSA

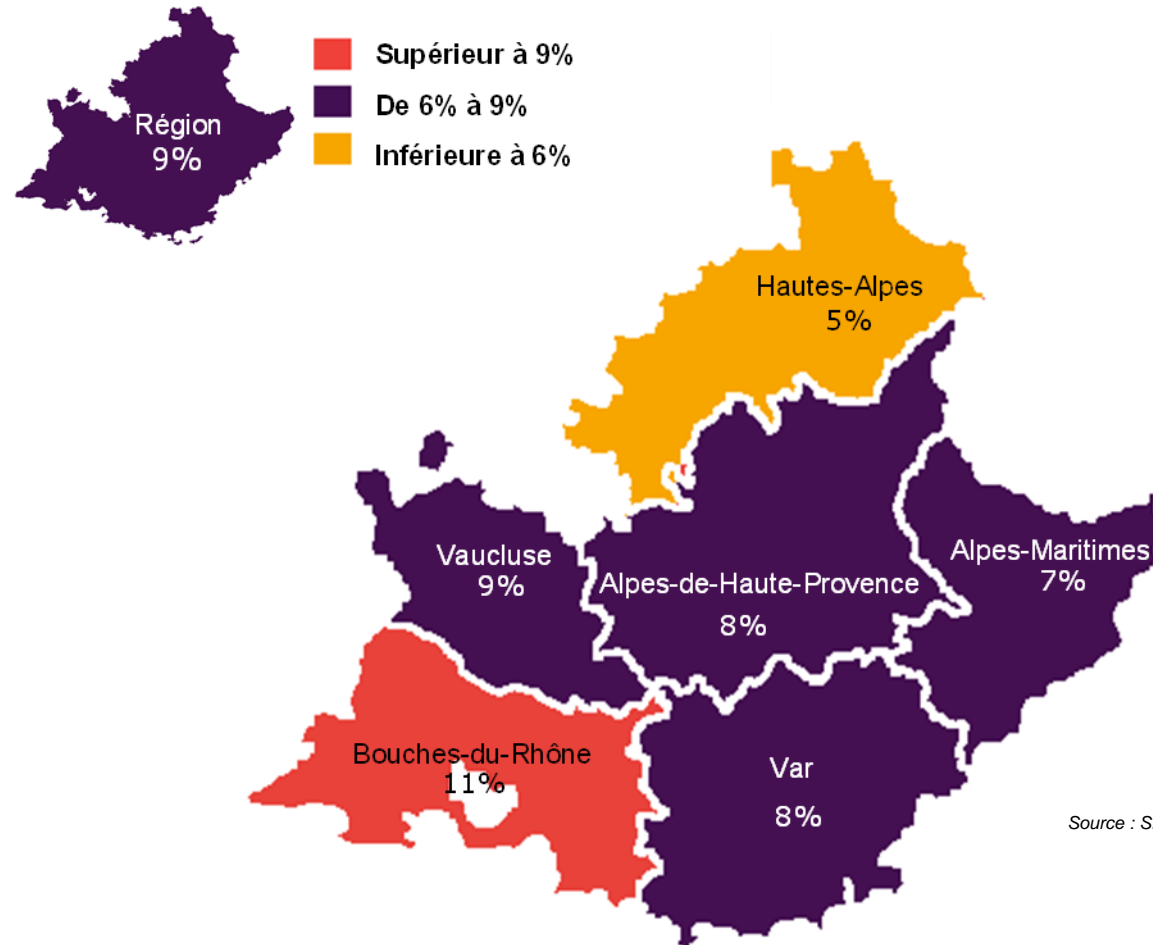
Les reprises d'emploi des DRSA et leur part dans les reprises d'emploi totales :



Source : SI France Travail_ fichier historique au 4T 2023 – Données brutes

Les reprises d'emploi des demandeurs de RSA

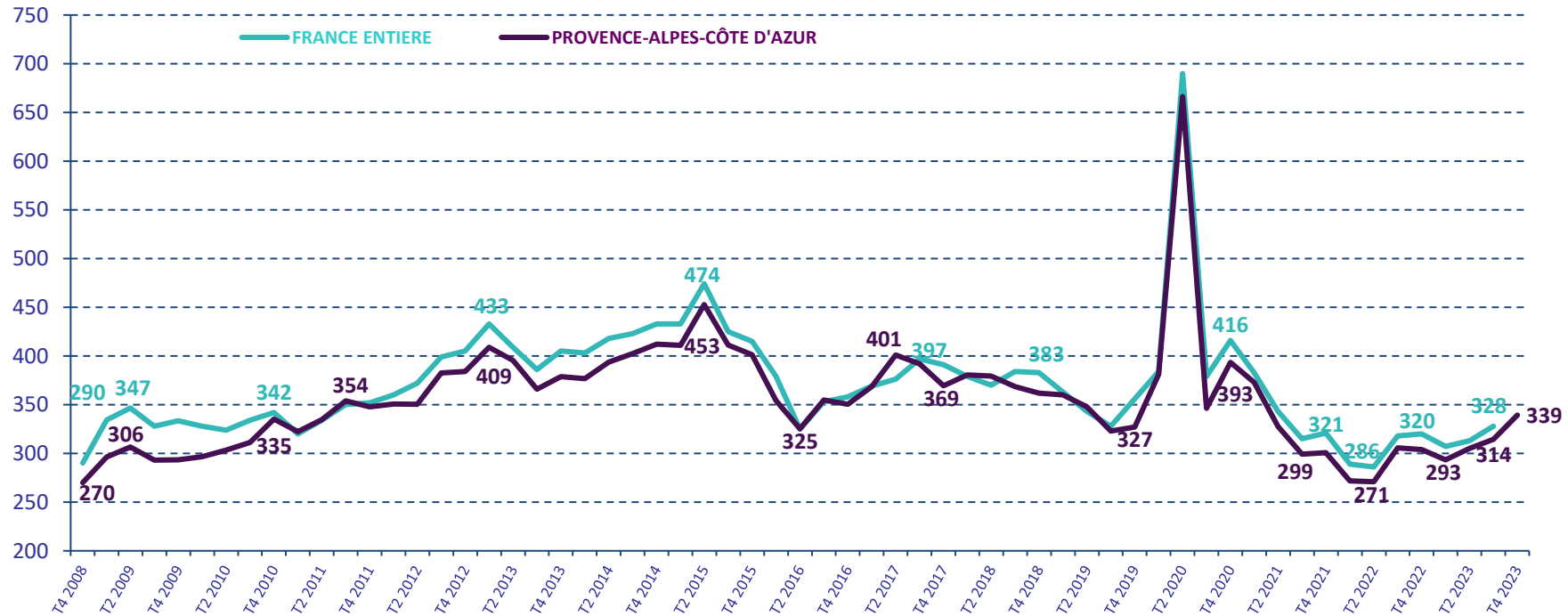
Au niveau régional, la part des demandeurs d'emploi en situation de RSA, avec une reprise d'emploi d'au moins un mois, est de 9% sur l'ensemble des retours à l'emploi.



Source : SI France Travail_ fichier historique au 4T 2023 – Données brutes

L'Indicateur Conjoncturel de Durée au Chômage

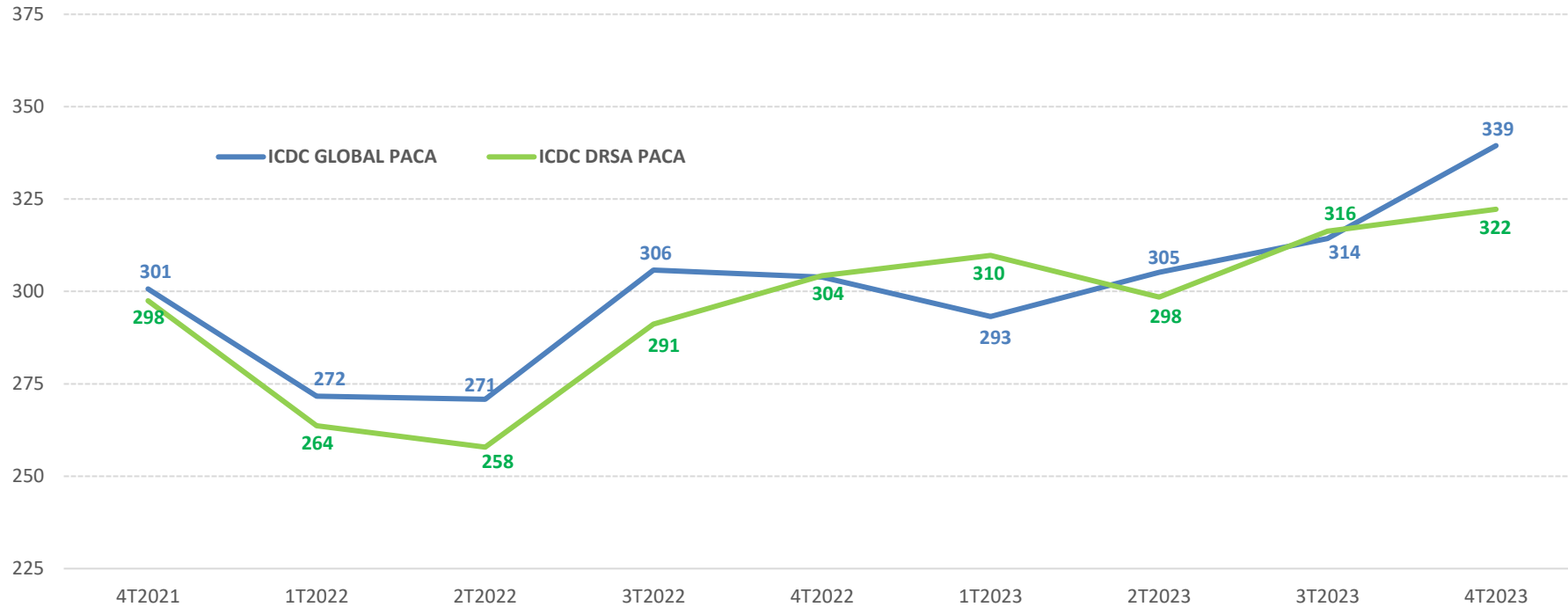
Evolution des ICDC de la France et de la région depuis 15 ans en nombre de jours :



Source : SI France Travail_ fichier historique des demandeurs d'emploi au 4T 2023 – Données CVS

L'Indicateur Conjoncturel de Durée au Chômage

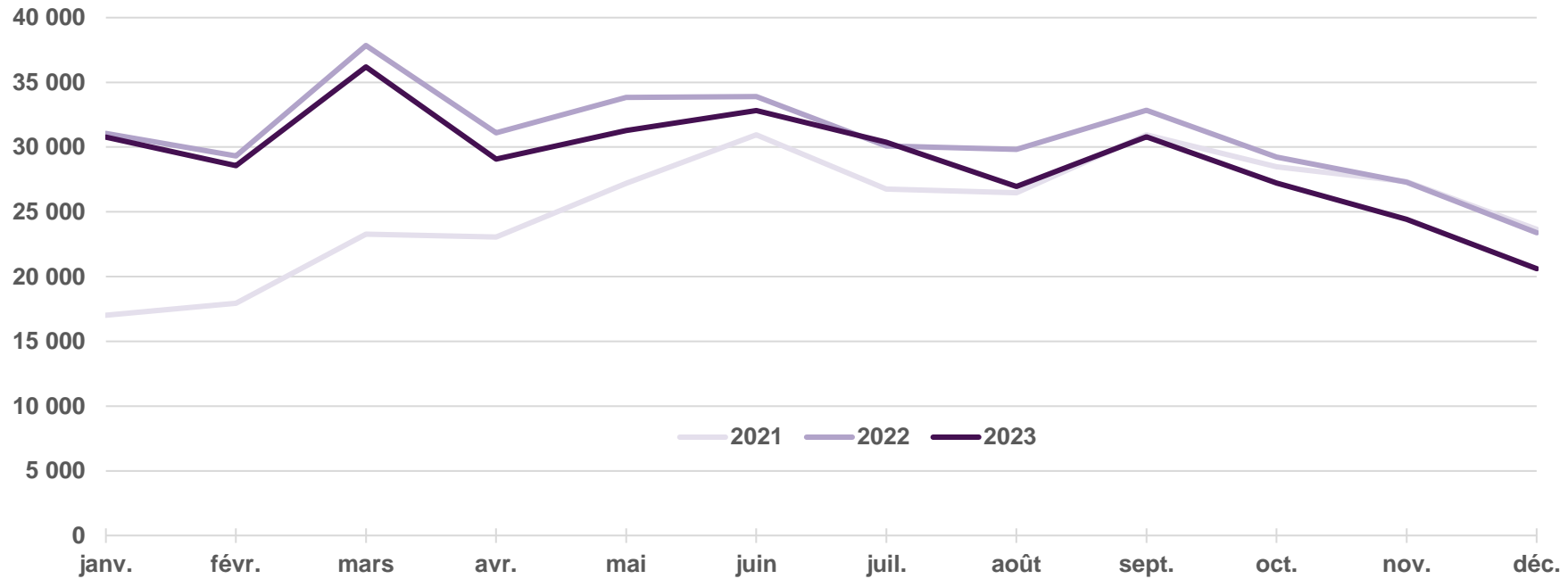
Comparaison des ICDC régionaux global et demandeurs de RSA, en jours :



Source : SI France Travail_ fichier historique des demandeurs d'emploi au 4T 2023 – Données CVS

Les offres d'emplois enregistrées

Evolution du volume mensuel d'offres déposées à l'opérateur France Travail en région :



Source : SI France Travail_ STMT offres au 4T 2023 – Données brutes

Les offres d'emplois enregistrées

Volume mensuel d'offres déposées entre janvier et décembre 2023 par zone géographique :

	Volumes total oee 2023	Évolution
	4T 2023	annuelle
France métropolitaine	3 952 548	-0,9%
Provence-Alpes-Côte d'Azur	349 109	-5,6%
Alpes-de-Haute-Provence	9 057	5,2%
Hautes-Alpes	11 232	-14,0%
Alpes-Maritimes	79 091	-2,8%
Bouches-du-Rhône	127 944	-4,6%
Var	76 800	-6,4%
Vaucluse	44 985	-11,0%

Source : SI France Travail_ STMT offres au 4T 2023 – Données brutes

Zoom sur les métiers de la construction

Les reprises d'emploi :

Les retours à l'emploi de la construction (métiers recherchés par les demandeurs)



Source : SI France Travail_ fichier historique au 4T 2023 – Données brutes

Zoom sur les métiers de la construction

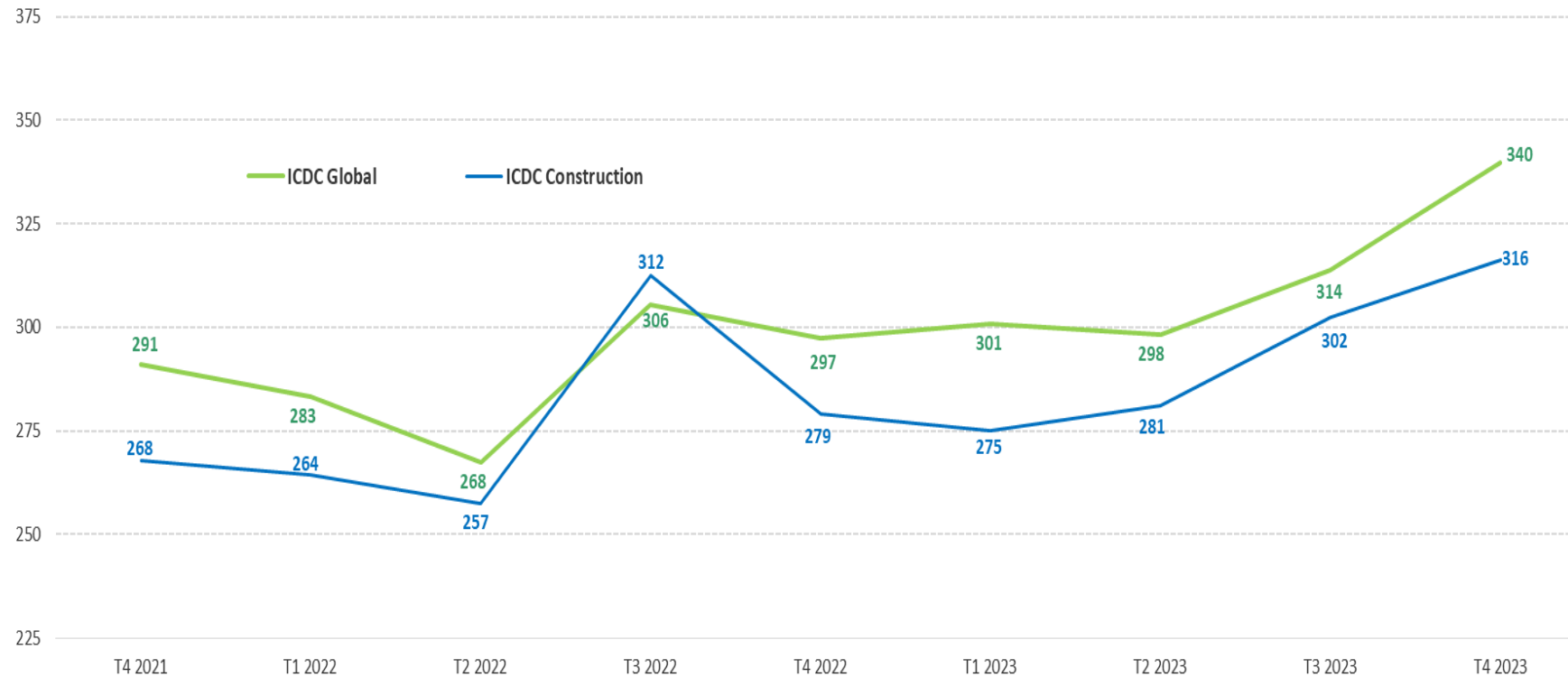
Les reprises d'emploi par famille de métiers :

	1T-2021	2T-2021	3T-2021	4T-2021	1T-2022	2T-2022	3T-2022	4T-2022	1T-2023	2T-2023	3T-2023	4T-2023	Evolution par rapport à la période précédente	Evolution par rapport à la même période de 2019
Total Construction	7 113	7 512	9 433	7 543	8 431	7 099	8 480	6 617	7 823	6 816	7 732	6 282	-6%	+1%
Gros oeuvre	3 399	3 480	4 323	3 359	3 920	3 196	3 873	2 938	3 517	3 075	3 515	2814	-7%	-2%
Second oeuvre	2 453	2 700	3 110	2 868	2 936	2 629	2 780	2 476	2 766	2 494	2 461	2311	-7%	-4%
Travaux Publics	684	629	1 123	582	728	575	1 072	497	730	544	1 054	496	-2%	+14%
Fonction Etude	259	342	412	368	401	386	369	377	439	355	344	347	-3%	+54%
Métiers de l'encadrement	318	361	465	366	446	313	386	329	371	348	358	314	-6%	+16%

Source : SI France Travail_ fichier historique au 4T 2023 – Données brutes

Zoom sur les métiers de la construction

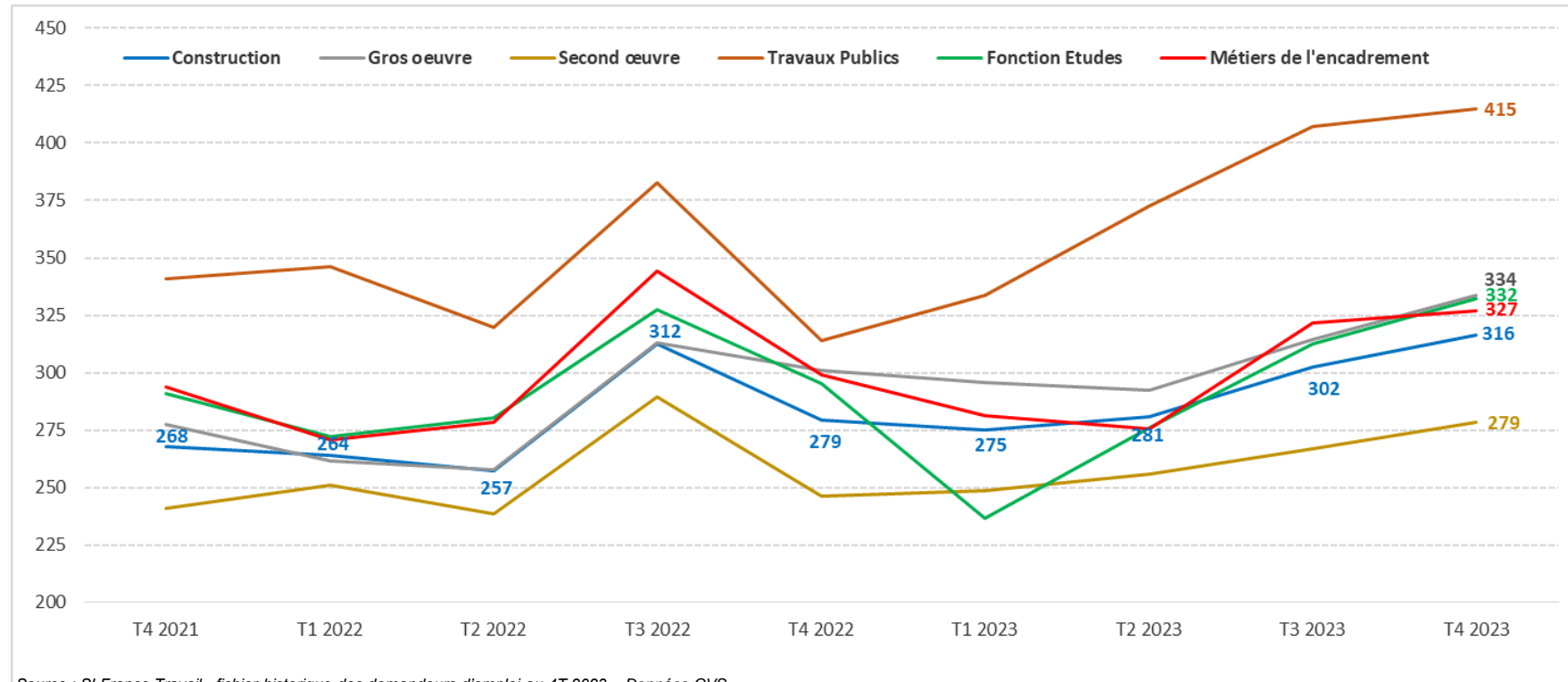
L'Indicateur Conjoncturel de Durée au Chômage sur les 24 derniers mois :



Source : SI France Travail_ fichier historique des demandeurs d'emploi au 4T 2023 – Données CVS

Zoom sur les métiers de la construction

L'Indicateur Conjoncturel de Durée au Chômage par famille de regroupement sur les 24 derniers mois :



Source : SI France Travail_ fichier historique des demandeurs d'emploi au 4T 2023 – Données CVS

Zoom sur les métiers de la construction

Les offres d'emploi enregistrées en cumul sur 12 mois glissants par famille de métiers :

	Gros œuvre	Evolution / un an	Second œuvre	Evolution / un an	Travaux Publics	Evolution / un an
PROVENCE-ALPES-COTE D'AZUR	12 521	-5,3%	12 838	-2,4%	3 897	+6,6%
ALPES-DE-HAUTE-PROVENCE	382	+24,4%	307	+8,1%	81	+107,7%
HAUTES-ALPES	542	-22,0%	364	+1,1%	70	-41,2%
ALPES-MARITIMES	1 687	-14,2%	2 880	+0,3%	852	+6,0%
BOUCHES-DU-RHONE	3 850	+6,8%	4 343	+11,5%	1 342	+19,4%
VAR	3 542	-13,7%	3 293	-8,2%	821	-19,0%
VAUCLUSE	2 518	-0,8%	1 651	-23,5%	731	+31,2%

* Non significatif

	Fonction Etude	Evolution / un an	Métiers de l'encadrement	Evolution / un an
PROVENCE-ALPES-COTE D'AZUR	2 938	+10,2%	2 934	+12,4%
ALPES-DE-HAUTE-PROVENCE	75	-14,8%	47	+17,5%
HAUTES-ALPES	75	-2,6%	61	-19,7%
ALPES-MARITIMES	732	+6,6%	656	+20,6%
BOUCHES-DU-RHONE	1 320	+50,3%	999	+4,2%
VAR	404	-2,7%	711	+4,7%
VAUCLUSE	332	-36,4%	460	+47,4%

Source : SI France Travail_ STMT offres au 31/10/2023 – Données brutes



Temps d'échange



Situation sociale

Virginie Meyer

Adjointe au chef du service étude, statistique, évaluation

Direction régionale de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités, Provence-Alpes-Côte d'Azur

Éric Sella

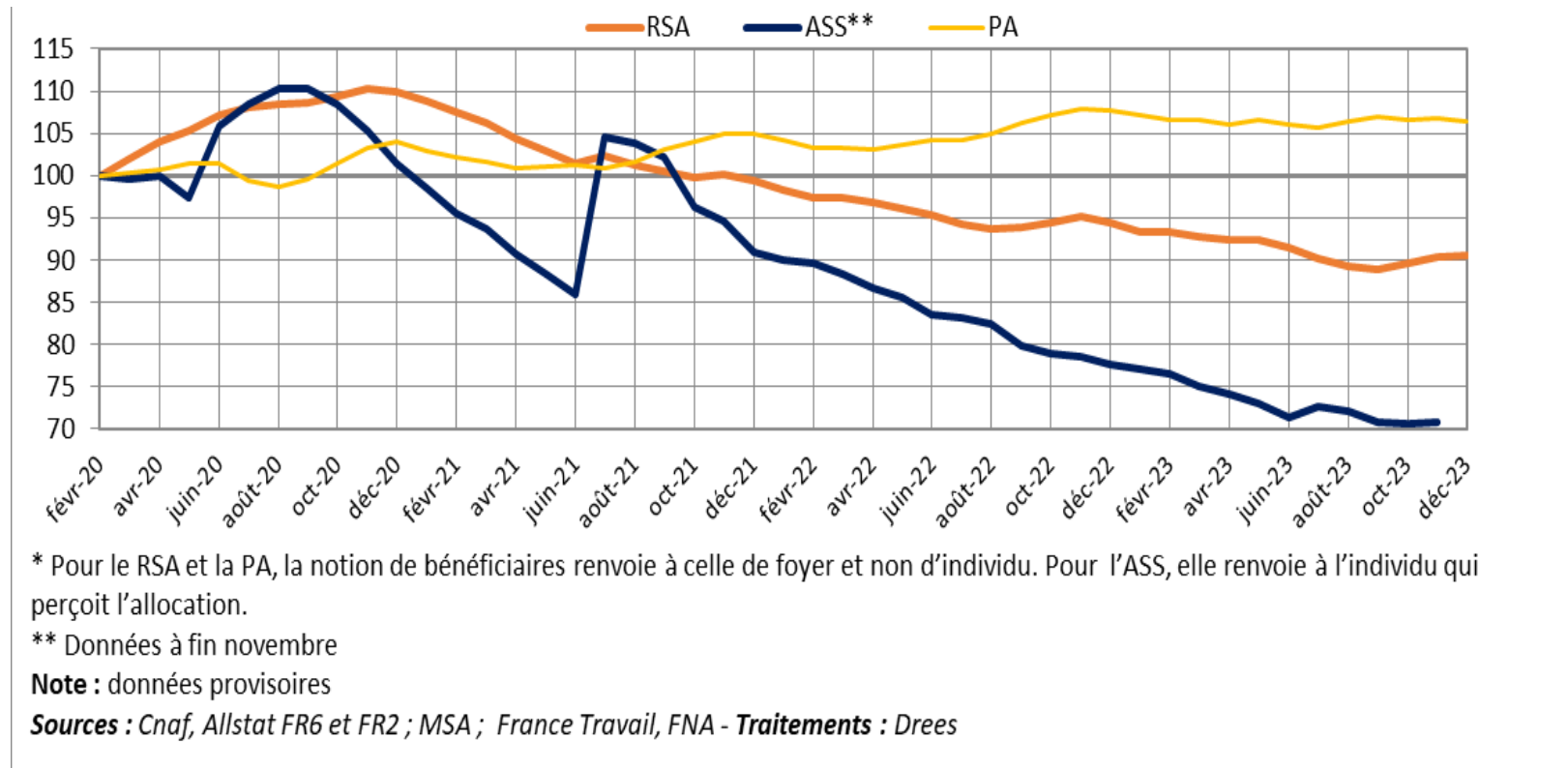
Adjoint au directeur des affaires régionales

Direction régionale de France Travail
Provence-Alpes-Côte d'Azur



Sur un an, le nombre de bénéficiaires du RSA et de l'ASS continue de reculer, 1^{ère} baisse pour la prime d'activité depuis mi-2021

13 Évolution du nombre de bénéficiaires* des principales prestations sociales en Provence-Alpes-Côte d'Azur (données brutes, base 100 à fin février 2020)

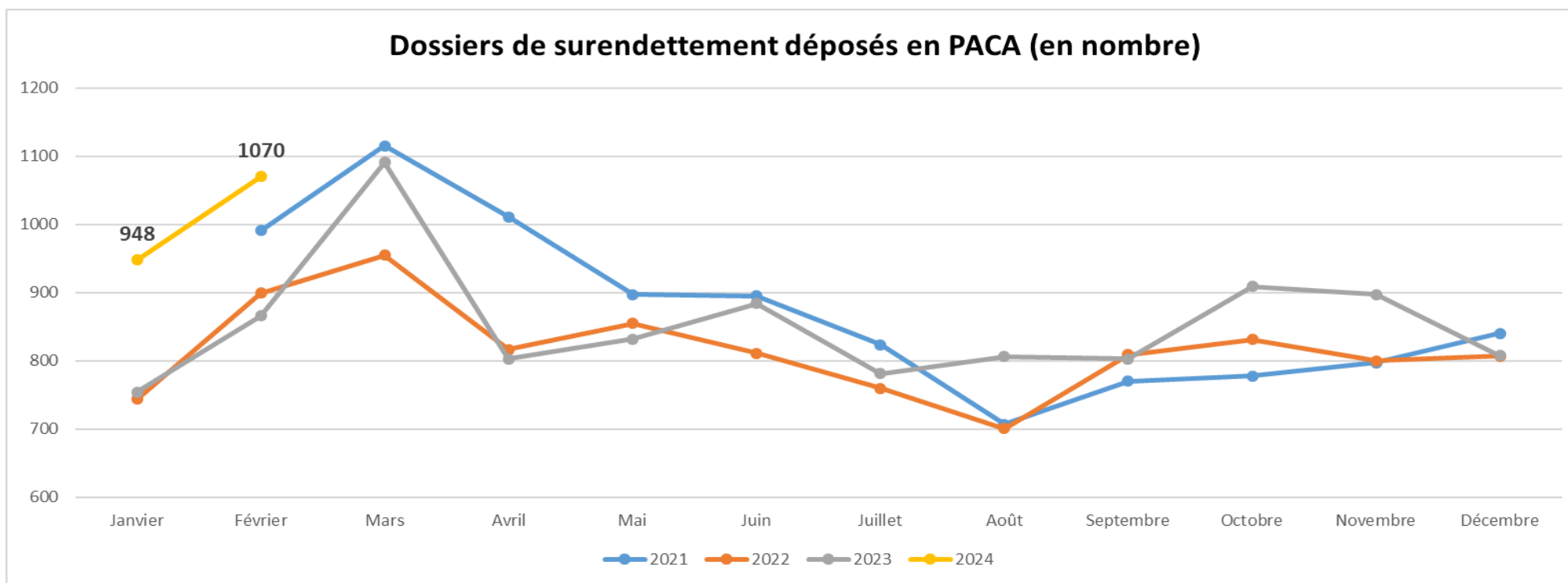


INCLUSION FINANCIÈRE PROVENCE-ALPES-CÔTE D'AZUR

SURENDETTEMENT – NOMBRE DE DOSSIERS DÉPOSÉS EN PACA

Evolution mensuelle (PACA)					
	févr-23	févr-24	Cumul 2023 à fin février	Cumul 2024 à fin février	Evolution du cumul 2024/2023
Dossiers déposés	866	1070	1620	2 018	25%

Les dépôts de dossier de surendettement sont dénombrés sur la base des commissions départementales en charge de les examiner.

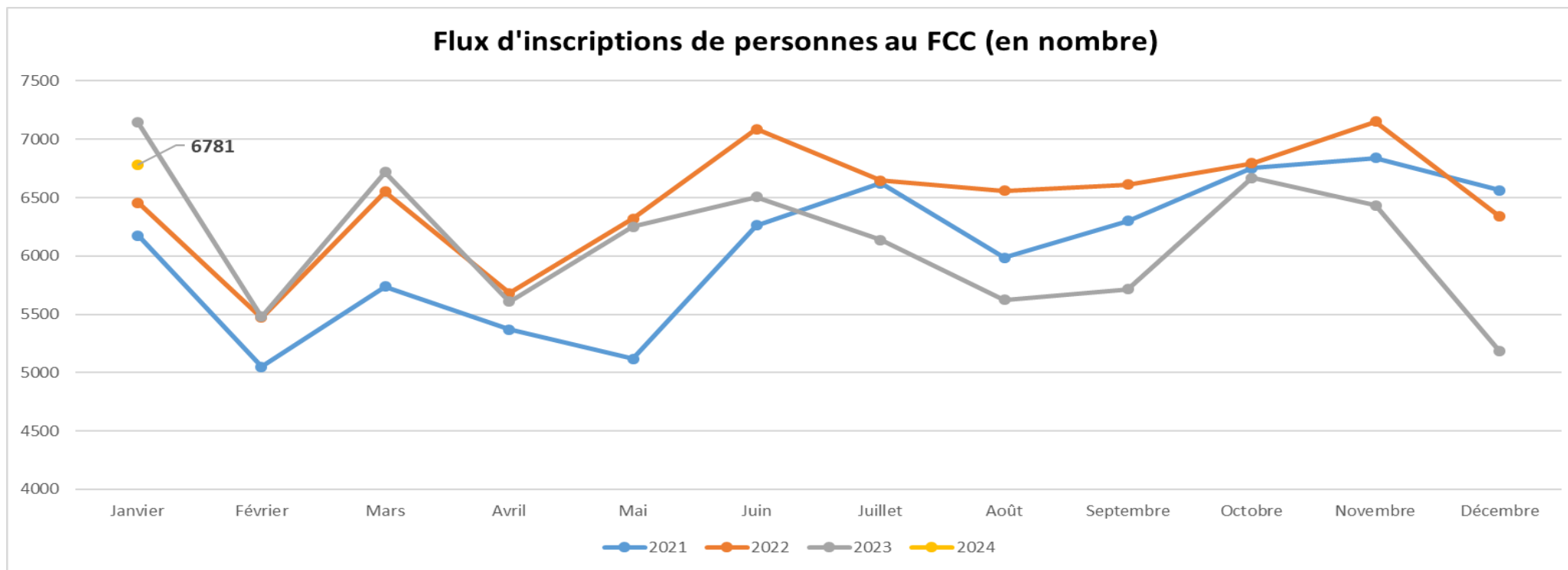


FLUX D'INSCRIPTIONS DE PERSONNES AU FCC - PACA

Evolution mensuelle (PACA)					
	janv-23	janv-24	Cumul 2023 à fin janvier	Cumul 2024 à fin janvier	Evolution du cumul 2024/2023
Inscriptions au FCC	7 144	6 781	7 144	6 781	-5%

Les inscriptions au fichier central des chèques (FCC) sont établies sur la base :

- des 2 premiers chiffres du code postal pour la France Métropolitaine
- des 3 premiers chiffres du code postal pour les DOM du domicile des personnes (physiques et morales) inscrites. Les retraits carte bancaire recensent les incidents déclarés par les banques adhérentes au GIE Carte Bancaire.



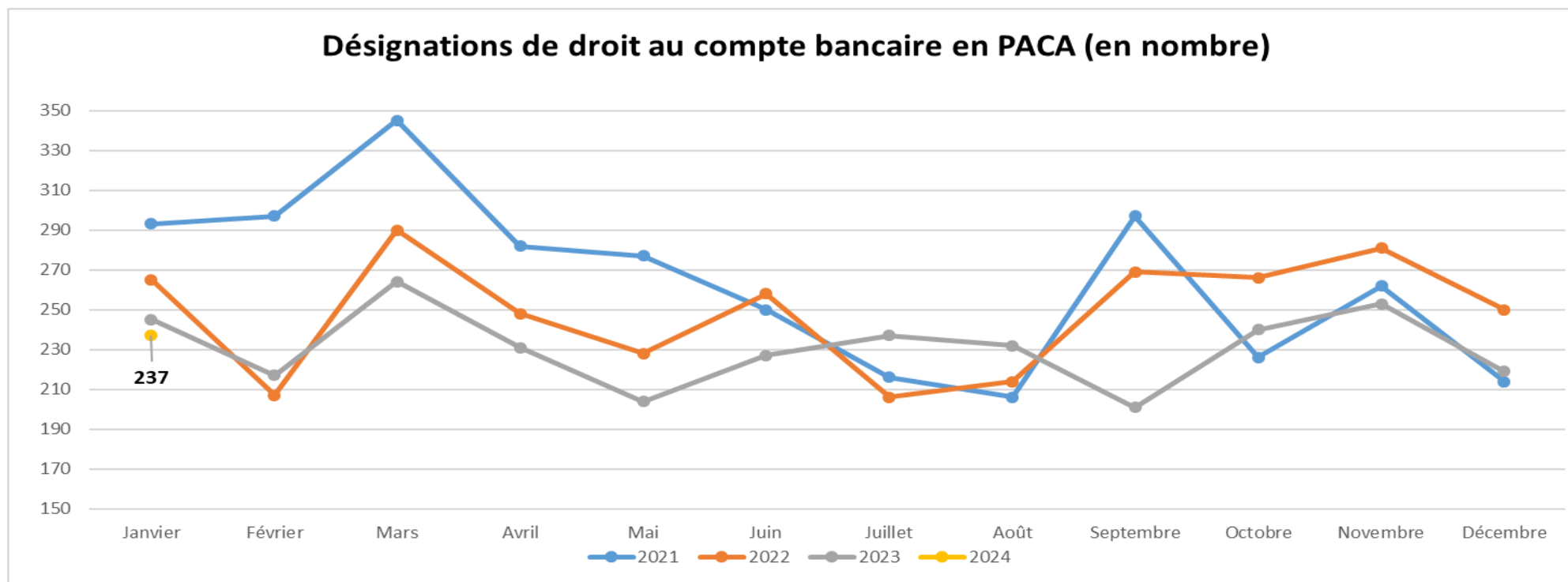
DROIT AU COMPTE EN PACA – DÉSIGNATIONS (EN NOMBRE)

Evolution mensuelle (PACA)					
	janv-23	janv-24	Cumul 2023 à fin janvier	Cumul 2024 à fin janvier	Evolution du cumul 2024/2023
Désignations	245	237	245	237	-3%

Les droits au compte (accordés aux personnes physiques et morales), qui correspondent aux désignations d'établissements bancaires par la Banque de France, sont établis sur la base :

- des 2 premiers chiffres du code postal pour la France Métropolitaine
- des 3 premiers chiffres du code postal pour les DOM.

des banques désignées





Temps d'échange



Zoom sur la Construction



CERC
Provence-Alpes-Côte d'Azur



Point conjoncture

08 avril 2024





Bilan 2023

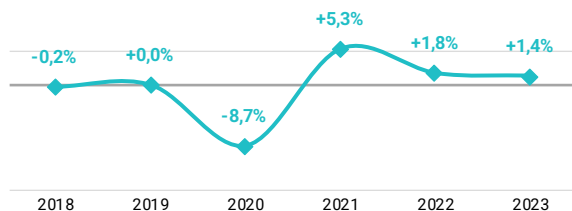


Entretien-Rénovation

L'activité entretien-rénovation poursuit sa croissance en 2023 dans la région avec un volume de travaux facturé en hausse de +1,4% par rapport à 2022. Pour autant, la progression marque de légers signes de ralentissement puisque l'activité entretien-rénovation affichait une hausse de +5,3% en 2021 (par rapport à une année 2020 entravée par la crise Covid) et de +1,8% en 2022

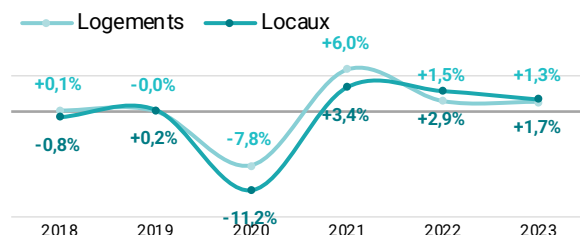
La conjoncture ressort plus favorable pour le segment non-résidentiel (+1,7% en 2023 vs 2022) que pour le segment résidentiel (+1,3% en 2023 vs 2022).

AU GLOBAL



+1,4% ►
ACTIVITE ENTRETIEN-RÉNOVATION
2023
PAR RAPPORT À 2022
EN VOLUME

PAR SEGMENT DE MARCHÉ



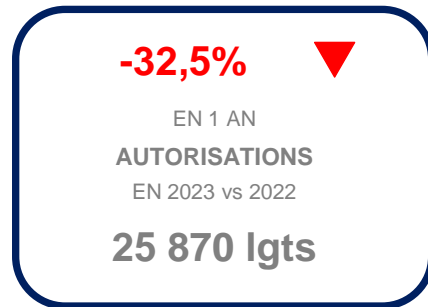
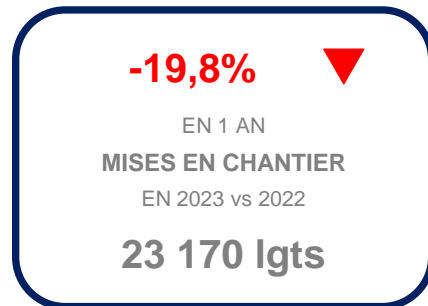
11,7 ►
SEMAINES DE TRAVAIL GARANTIES EN
MOYENNE PAR LES CARNETS DE
COMMANDE ENTRETIEN-RÉNOVATION
DES ENTREPRISES À FIN 4^{ème} TRIMESTRE
2023
ÉVOL. 1 TRIMESTRE



Construction neuve de logements

Avec 23 170 ouvertures de chantier enregistrées, l'année 2023 atteint son plus bas niveau XXIème siècle : le total de 2023 s'inscrit 20% en-dessous du volume de 2022, qui n'était déjà pas une bonne année, et 25% en-dessous du volume annuel moyen relevé depuis 2000 (environ 30 800 logements mis en chantier par an). Tous les marchés sont impactés par cette baisse d'activité.

Moins de 26 000 logements ont été autorisés à la construction dans la région en 2023. C'est, de loin, le total annuel le plus bas enregistré au XXIème siècle. Tous les marchés accusent une baisse des autorisations.



Nombre de logements commencés	au T4 2023	Évol. par rapport au T4 2022	en 2023	Évol. par rapport à 2022
Total logements commencés	6 900	-25,4% ▼	23 170	-19,8% ▼
Individuel pur	1 040	-36,6% ▼	5 110	-28,9% ▼
Individuel groupé	600	-29,4% ▼	2 220	-27,2% ▼
Collectif	5 250	-22,2% ▼	15 840	-15,1% ▼

Nombre de logements autorisés	Au T4 2023	Évol. par rapport au T4 2022	En 2023	Évol. par rapport à 2022
Total logements autorisés	6 900	-10,5% ▼	25 870	-32,5% ▼
Individuel pur	1 230	-25,2% ▼	5 480	-31,0% ▼
Individuel groupé	630	-22,5% ▼	2 530	-37,9% ▼
Collectif	5 050	-4,1% ▼	17 860	-32,1% ▼



Commercialisation de logements neufs

La demande en logement neuf a dégringolé en 2023 : 6 800 réservations aux particuliers ont été enregistrées par les promoteurs immobiliers, un volume en baisse de -39% sur un an et de loin le plus bas volume annuel enregistré depuis le début du suivi statistique en 2005.

Les mises en vente de logements neufs ont aussi atteint leur plus bas volume historique en 2023 (moins de 6 500 logements neufs commercialisés), avec notamment un coup de frein drastique sur le deuxième semestre (-41% de logements neufs mis en vente au 3ème trimestre 2023 par rapport à un an plus tôt et surtout -73% au 4ème trimestre 2023, de loin le pire trimestre de l'historique avec ses 740 mises en vente enregistrées).



La commercialisation de logements neufs	Au T4 2023	Évol. par rapport au T4 2022	En 2023	Évol. par rapport à 2022
Total logements mis en vente	740	-73,1% ▼	6 430	-33,1% ▼
Total logements réservés	1 410	-36,7% ▼	6 820	-39,2% ▼

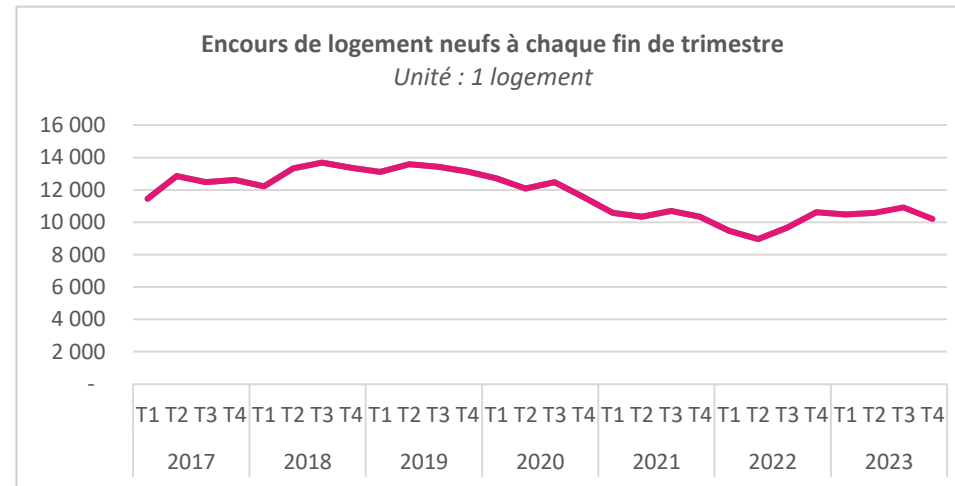
La commercialisation de logements neufs	En 2023	Évol. par rapport à 2022
Logements réservés (particuliers)	6 820	-39,2% ▼
dont collectifs	6 430	-38,8% ▼
dont individuels	390	-44,4% ▼
Logements réservés en bloc	4 920	-7,8% ▼
Prix de vente au m²	5 310 €	+5,8% ▲

La commercialisation de logements neufs	En 2023	Évol. par rapport à 2022
Total logements mis en vente	6 430	-33,1% ▼
dont collectifs	6 100	-31,5% ▼
dont individuels	330	-53,7% ▼



Commercialisation de logements neufs

Le déstockage est rendu difficile par le recul de la demande : l'encours de logements neufs disponible se maintient au-dessus des 10 000 unités malgré un léger reflux en 2023 (du fait notamment de la vente en bloc).





Construction neuve de locaux

Alors qu'elle profitait d'une bonne dynamique depuis 2015, à rebours des tendances observées sur le marché résidentiel, la construction non-résidentielle neuve subit elle aussi un net ralentissement en 2023 puisqu'elle a perdu presque un quart de son volume de 2022. L'année 2023 s'est ainsi terminée avec le plus mauvais bilan depuis 2016 et une surface mise en chantier voisine des pires années de l'historique.

Les délivrances de permis de construire pour des locaux neufs ont également perdu leur rythme de croisière : la surface non-résidentielle autorisée a en effet reculé de -25% entre 2022 et 2023 et affiche son plus faible total depuis 2007 (hors 2020).



La construction neuve de locaux non-résidentiels	Au T4 2023		En 2023	
		Évol. par rapport au T4 2022		Évol. par rapport à 2022
Surface totale <u>commencée</u>	234 440 m ²	-35,4% ▼	1,31 mill. m ²	-23,9% ▼
Surface totale <u>autorisée</u>	418 830 m ²	-43,4% ▼	2,03 mill. m ²	-24,5% ▼

La construction neuve de locaux non-résidentiels	Surface commencée		Surface autorisée	
	En 2023	Évol. par rapport à 2022	En 2023	Évol. par rapport à 2022
Surface totale	1,31 mill. m²	-23,9% ▼	2,03 mill. m²	-24,5% ▼
Bâtiments agricoles	192 900 m²	-40,1% ▼	383 900 m²	-44,4% ▼
Secteur privé non agricole	768 900 m²	-29,0% ▼	1,12 mill. m²	-27,5% ▼
dont locaux industriels	80 000 m ²	-14,3% ▼	81 600 m ²	-51,0% ▼
dont bureaux	252 800 m ²	-6,5% ▼	264 900 m ²	-34,0% ▼
dont entrepôts	178 500 m ²	-61,8% ▼	336 200 m ²	-27,4% ▼
dont commerces/artisanat	185 500 m ²	-13,4% ▼	345 400 m ²	-11,7% ▼
dont locaux de tourisme	72 100 m ²	+92,3% ▲	89 500 m ²	-25,2% ▼
Secteur public	346 700 m²	+10,2% ▲	530 000 m²	+15,4% ▲



Activité Industrie des matériaux

Alors que le secteur du bâtiment est en crise, il entraîne dans son sillage le premier maillon de sa chaîne de valeur, le béton prêt à l'emploi. En 2023, la production régionale de BPE s'est en effet repliée de -5% par rapport à 2022 et affiche le plus bas volume de production depuis 2014-2015, pires années de l'historique (hors 2020, période de confinement sanitaire strict)

Le volume de granulats produit en 2023 s'inscrit aussi à son plus bas niveau historique. Malgré une activité Travaux Publics globalement positive en 2023 dans la région, l'activité granulats paie sans doute le ralentissement observé entre le printemps et l'été dans les Travaux Publics et un secteur routier nettement moins dynamique mais également un recours plus important aux matériaux secondaires (recyclés)

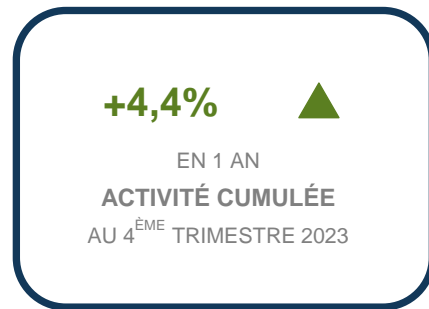


La production de matériaux	Au T4 2023	Évol. par rapport au T4 2022	En 2023	Évol. par rapport à 2022
Production de BPE	806 050 m3	-2,1% ▼	3 258 900 m3	-5,0% ▼
Production de Granulats	4 540 kT	-14,1% ▼	19 420 kT	-11,2% ▼

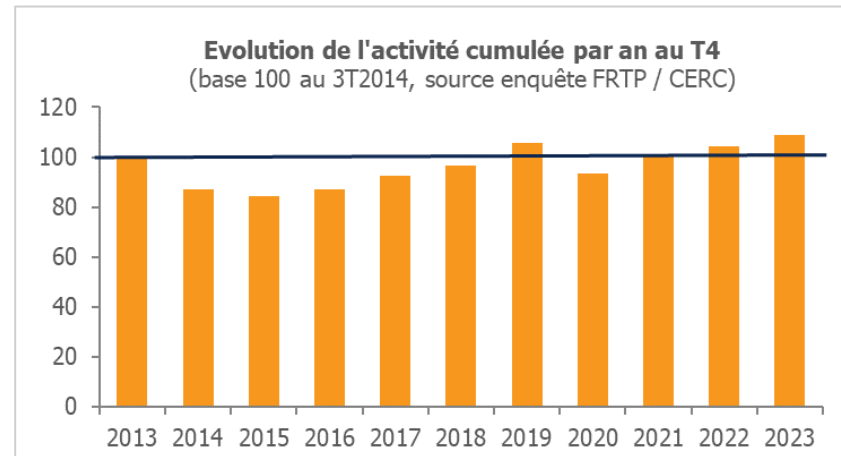


Activité Travaux Publics

Malgré une conjoncture compliquée au cours de l'année (après +6,5% au 1er trimestre 2023, l'activité Travaux Publics s'est affichée à +0,3% au 2ème trimestre 2023 et à -3,3% au 3ème trimestre 2023, première incursion en territoire négatif depuis fin 2020), le chiffre d'affaires Travaux Publics reste finalement dans le vert sur l'ensemble de l'année 2023 grâce à un 4ème trimestre plus dynamique (+3,2% par rapport au 4ème trimestre 2022). En euros courants, l'année 2023 affiche ainsi son plus haut niveau de facturation depuis 2017.



L'activité dans les Travaux Publics au 4e trim. 2023	Evol. en valeur du CA du trimestre par rapport au T4 2022	Evol. en valeur du CA cumulé par rapport à 2022	Niveau du carnet de commandes et évol. par rapport au T4 2022
Ensemble	+3,2% ▲	+4,4% ▲	9,5 mois ▲
Terrassement	+8,1% ▲	+6,2% ▲	9,9 mois ▲
Route	+2,0% ▲	+2,3% ▲	6,9 mois ▲
Canalisateurs	+0,9% ►	+7,5% ▲	8,2 mois ▲
Génie Civil	+6,7% ▲	+8,0% ▲	16,8 mois ►
Énergie	-0,0% ►	+1,5% ▲	7,4 mois ►





Emploi BTP

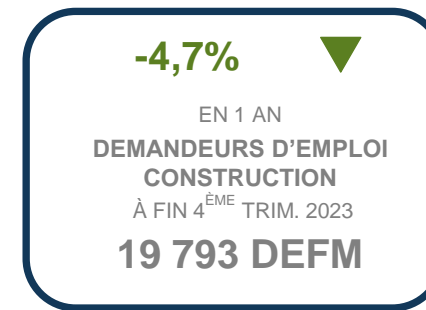
L'emploi salarié se stabilise malgré un léger recul en 2023. Cette décroissance se confirme lorsqu'on se penche sur les intentions à l'embauche qui ont diminué de -4% par rapport à 2022 dans le secteur de la construction.



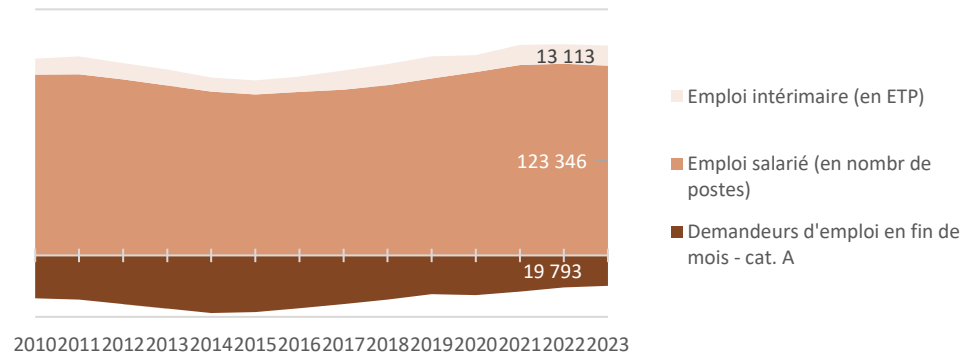
Sources :
ACOSS – URSSAF (données cvs)
Les données correspondent à un nombre de postes salariés.



Sources :
DARES (données brutes – ETP)



Sources :
Pôle emploi-DARES, STMT (Statistiques Mensuelles du marché du travail).
Données brutes

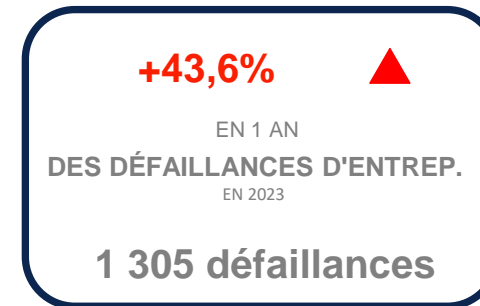
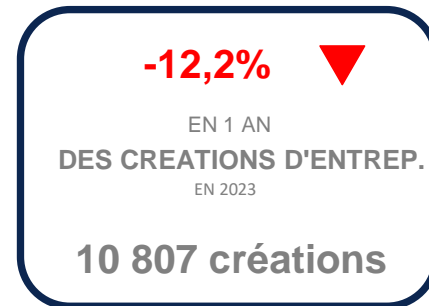




Appareil de production

Du côté de l'appareil de production, la dynamique de création d'entreprises marque clairement le pas en 2023 avec 1 500 immatriculations perdues en un an.

Après être tombées à un niveau historiquement bas en 2020 et 2021, les défaillances d'entreprises de la Construction sont logiquement remontées en 2022. Mais si la hausse avait jusque là été plutôt contenue, les procédures se sont nettement accélérées en 2023 : la Banque de France a recensé 1 300 dossiers d'entreprises défaillantes dans la région, 400 de plus qu'en 2022. C'est un niveau qui n'avait plus atteint depuis 2017, témoignant d'un climat des affaires particulièrement difficile.





Du côté de la commande publique

En 2023, près de 7,5 Md€ ont été attribués pour des marchés publics de travaux, un montant en hausse de +4% par rapport à 2022. Pour autant, le nombre de marchés publiés ne décolle pas, se stabilisant comme en 2022 autour des 4 800 procédures, loin des 6 400 marchés publiés en 2019. La chute conjoncturelle de la commande publique induite par la crise Covid semble donc s'être transformée en un bruit de fond structurel, entretenu par une hausse record des coûts qui pousse les donneurs d'ordre à prioriser leurs projets.



Nombre de marchés publics de travaux publiés	Au T4 2023		En 2023	
		Évol. par rapport au T4 2022		Évol. par rapport à 2022
Total des AO publiés	1 090	-1,8% ▼	4 790	+0,4% ▶
dont TP*	370	-4,2% ▼	1 730	-1,9% ▼
dont bâtiment*	540	-6,6% ▼	2 390	-2,2% ▼
dont pôle local	600	-4,6% ▼	2 730	-0,9% ▶
dont conseils territoriaux	50	-15,3% ▼	300	-8,8% ▼
dont État	150	+15,2% ▲	600	+6,7% ▲
dont autres	290	-0,7% ▶	1 160	+3,4% ▲

Montants des marchés publics de travaux publiés	Au T4 2023		En 2023	
		Évol. par rapport au T4 2022		Évol. par rapport à 2022
Total des AO publiés	2030 M€	+21,0% ▲	7450 M€	+3,6% ▲
dont TP*	630 M€	+28,5% ▲	2540 M€	-0,5% ▶
dont bâtiment*	660 M€	-9,1% ▼	2560 M€	-2,3% ▼
dont pôle local	1010 M€	+38,0% ▲	3640 M€	+16,1% ▲
dont conseils territoriaux	160 M€	+77,0% ▲	530 M€	-30,6% ▼
dont État	340 M€	+64,9% ▲	1410 M€	+12,2% ▲
dont autres	510 M€	-20,7% ▼	1870 M€	-8,1% ▼



Premières tendances 2024



Construction neuve de logements

La vision en 12 mois glissants montre une activité qui continue de chuter : les mises en chantier affichent -22% en 1 an et les autorisations -29%

-22,0% ▼

EN 1 AN
MISES EN CHANTIER
CUMUL 12 MOIS – À FIN FÉV. 2024

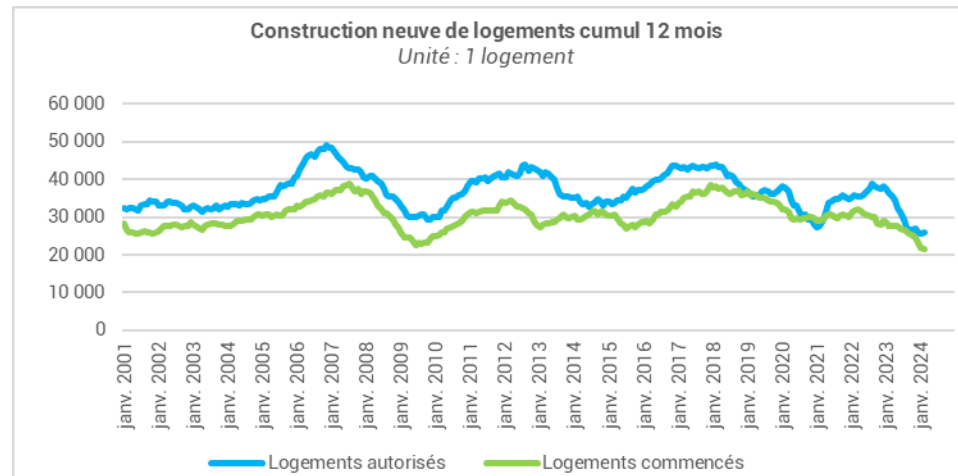
21 600 Igts

-28,9% ▼

EN 1 AN
AUTORISATIONS
CUMUL 12 MOIS – À FIN FÉV. 2024

25 900 Igts

La construction neuve de logements (date réelle estimée)	Cumul 12 mois à fin février 2024 Evol 1 an		
Total logements <u>commencés</u>	21 600 Igts	-22,0%	▼
Dont individuels purs	4 800 Igts	-31,1%	▼
Dont individuels groupés	2 000 Igts	-31,4%	▼
Dont collectifs (y compris résidences)	14 800 Igts	-16,9%	▼
Total logements <u>autorisés</u>	25 900 Igts	-28,9%	▼
Dont individuels purs	5 200 Igts	-27,4%	▼
Dont individuels groupés	2 400 Igts	-34,9%	▼
Dont collectifs (y compris résidences)	18 300 Igts	-28,5%	▼





Construction neuve de locaux

Le secteur non-résidentiel poursuit également sa chute : en 12 mois glissants, les mises en chantier affichent -24% en 1 an et les autorisations -25%



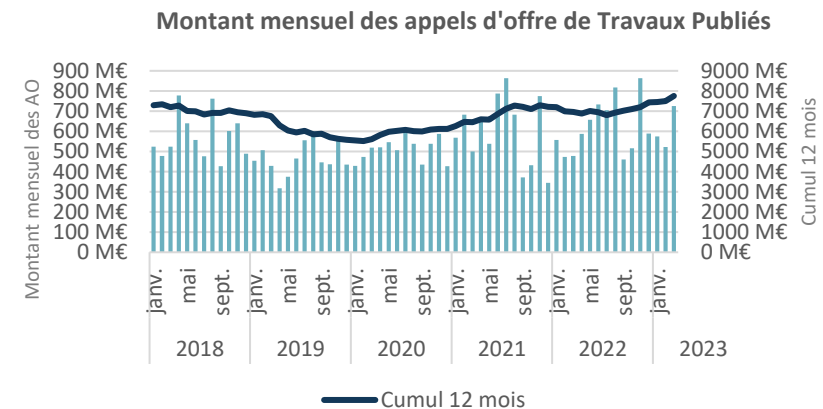
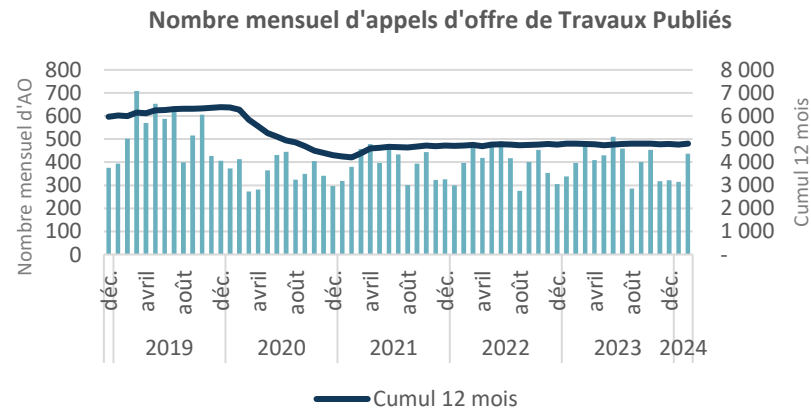
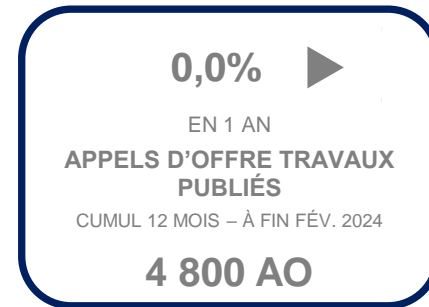
Locaux mis en chantier (date de prise en compte)	Situation à fin février 2024 Cumul 12 mois - Evol 1 an		
Total locaux commencés	1 332 mill. m²	-24,2%	▼
Bâtiments agricoles	206 mill. m²	-40,2%	▼
Secteur privé non agricole	785 mill. m²	-28,2%	▼
Dont locaux industriels	71 mill. m ²	-26,0%	▼
Dont commerces	151 mill. m ²	-4,6%	▼
Dont bureaux	246 mill. m ²	-9,7%	▼
Dont entrepôts	203 mill. m ²	-56,7%	▼
Dont autres locaux	114 mill. m ²	+15,6%	▲
Secteur public	340 mill. m²	+7,3%	▲

Locaux autorisés (date de prise en compte)	Situation à fin février 2024 Cumul 12 mois - Evol 1 an		
Total locaux autorisés	2 042 mill. m²	-25,0%	▼
Bâtiments agricoles	381 mill. m²	-45,2%	▼
Secteur privé non agricole	1 137 mill. m²	-28,9%	▼
Dont locaux industriels	93 mill. m ²	-42,4%	▼
Dont commerces	260 mill. m ²	-16,8%	▼
Dont bureaux	268 mill. m ²	-31,9%	▼
Dont entrepôts	347 mill. m ²	-35,8%	▼
Dont autres locaux	169 mill. m ²	-12,3%	▼
Secteur public	524 mill. m²	+22,2%	▲



Du côté de la commande publique

La commande publique poursuit sur sa dynamique en 2024 : le nombre de marchés de travaux publiés reste stable sur 12 mois glissants. Les montants affiliés continuent en revanche de grimper, à +11% sur 12 mois glissants à fin février 2024.





Temps d'échange



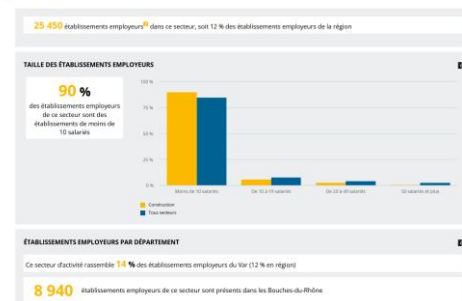


Des ressources complémentaires

Dat@décision Secteurs - Construction

Caractéristiques des établissements, des principaux métiers...(Carif-Oref)

COMMENT SE CARACTÉRISENT LES ÉTABLISSEMENTS DE CE SECTEUR ?



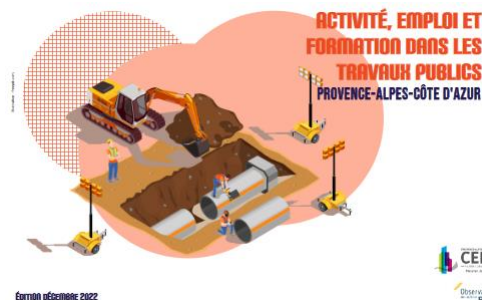
Transition écologique, quels impacts sur les compétences ?

Le cas des secteurs de la Construction, de la Chimie et du Commerce (Carif-Oref)



Activités, emploi et formation dans les travaux publics

CERC Paca, Observatoire des métiers du BTP



Activité emploi formation dans l'industrie des matériaux de construction

CERC Paca, GIE Réseau des CERC, OPCO2i



Pour en savoir plus

La **Note de conjoncture** de la Dreets Provence-Alpes-Côte d'Azur:

<https://paca.dreets.gouv.fr/Les-publications-periodiques-9124>

Les **éclairages conjoncturels départementaux** :

<http://paca.dreets.gouv.fr/Les-outils-de-pilotage-territorialises>

Retrouvez tous nos indicateurs dans le **Tableau de bord des indicateurs clés**

en téléchargement sur le site de la Dreets Provence-Alpes-Côte d'Azur :

<https://paca.dreets.gouv.fr/Les-indicateurs-cles-de-la-Dreets-Paca>

Conclusion



Publication du communiqué le **19 avril 2024**



La prochaine plénière aura lieu en **juillet 2024**...



... sur les données du **1^{er} trimestre 2024**,



... avec un zoom sur l'**Agriculture**.

Merci de votre attention !

www.observation-partenariale-conjoncture.org



opc@cariforef.fr

